

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certaines estimations et hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Les résultats réels peuvent différer considérablement de ces énoncés. Voir la rubrique «Énoncés prospectifs» du présent rapport de gestion pour plus de renseignements.

Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (les «états financiers») de TransAlta Renewables Inc. pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes les 30 septembre 2013 et 2012, ainsi qu'avec les états financiers cumulés audités de l'entreprise à l'égard des actifs acquis et le rapport de gestion contenus dans le prospectus ordinaire définitif disponible sur SEDAR. Dans le présent rapport de gestion, à moins d'indication contraire, «nous», «notre», «TransAlta Renewables» et la «Société» désignent TransAlta Renewables Inc., et «TransAlta» et la «société mère» désignent TransAlta Corporation et ses filiales. Les états financiers ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière («IFRS»). Certaines mesures financières comprises dans ce rapport de gestion n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS. Ces mesures pourraient donc ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs et ne doivent pas être utilisées isolément ou en remplacement de mesures préparées selon les IFRS. Voir la rubrique «Mesures non conformes aux IFRS» du présent rapport de gestion pour plus de renseignements. Le présent rapport de gestion est daté du 29 octobre 2013. Des renseignements supplémentaires sur la Société se trouvent sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

CRÉATION DE LA SOCIÉTÉ

Nous nous sommes constitués en société le 28 mai 2013 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*; nous avons été créés pour détenir un portefeuille d'installations de production d'énergie renouvelable. Nous n'avons pas exercé d'activités au cours de la période allant de la date de création jusqu'au 9 août 2013, date à laquelle nous avons acquis indirectement 28 actifs de production hydroélectrique et éolienne (les «actifs acquis») auprès de TransAlta (l'«acquisition») et réalisé un premier appel public à l'épargne de 22,1 millions d'actions ordinaires. Voir la section «Événements importants» du présent rapport de gestion pour en savoir plus.

RÉSULTATS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Les résultats des activités opérationnelles sont présentés sous forme de résultats consolidés. Tous les montants présentés dans les tableaux du présent rapport de gestion sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Certaines méthodes comptables exigent que la direction fasse des estimations ou formule des hypothèses qui, dans certains cas, peuvent avoir trait à des questions de nature essentiellement incertaine. Certaines méthodes et estimations critiques comprennent la comptabilisation des produits, l'évaluation et la durée d'utilité des immobilisations corporelles, les instruments financiers, les provisions pour frais de démantèlement et de remise en état et les impôts sur le résultat. Voir la section «Jugements importants en matière de comptabilité et principales sources d'incertitude de mesure» des états financiers cumulés audités de l'entreprise à l'égard des actifs acquis, figurant dans le prospectus ordinaire définitif à l'égard des méthodes et estimations comptables critiques pour obtenir plus de renseignements.

Les résultats des activités opérationnelles pour les périodes antérieures à l'acquisition le 9 août 2013 ont été préparés selon le cadre de présentation de l'information financière précisé au paragraphe 6 de l'article 3.11 du Règlement 52-107 sur les principes comptables et normes d'audit acceptables pour les états financiers détachés. Par le passé, TransAlta n'a pas préparé les états financiers pour les actifs acquis, puisque ceux-ci n'exerçaient pas leurs activités comme une entité distincte. Par conséquent, les résultats des activités opérationnelles pour les périodes antérieures à l'acquisition reflètent les résultats des activités opérationnelles des actifs acquis d'une manière conforme à celle utilisée par TransAlta pour gérer les actifs acquis et comme si les actifs acquis avaient été une entreprise distincte. Tous les actifs et passifs importants relatifs aux actifs acquis, tous les produits et charges importants attribuables aux actifs acquis et toutes les répartitions des frais indirects ont été inclus dans les résultats des activités opérationnelles pour les périodes antérieures à l'acquisition. Ces résultats peuvent ne pas refléter nécessairement la situation financière, les résultats des activités opérationnelles ou les flux de trésorerie que les actifs acquis auraient pu enregistrer dans le passé s'ils avaient été une entité distincte au cours des périodes antérieures à l'acquisition.

FAITS SAILLANTS

Faits saillants du troisième trimestre

Résultats des activités opérationnelles

- Les marges brutes ont augmenté de 1,8 million de dollars pour s'établir à 41,0 millions de dollars en regard de la période correspondante de l'exercice précédent en raison surtout de la hausse des prix contractuels et des volumes d'énergie hydroélectrique, et du démarrage des activités commerciales du parc éolien de New Richmond, en partie contrebalancés par une baisse des prix et des volumes d'énergie éolienne.
- La production a augmenté de 19 gigawattheures («GWh») pour atteindre 543 GWh comparativement à 2012.
- Les charges opérationnelles et les frais d'entretien et d'administration ont augmenté de 1,3 million de dollars pour s'établir à 10,0 millions de dollars comparativement à la période correspondante de 2012 en raison de la nouvelle convention de services de gestion, d'administration et d'exploitation (la «convention de services de gestion et d'exploitation») avec TransAlta et du démarrage des activités commerciales du parc éolien de New Richmond.
- La dotation aux amortissements a diminué de 2,3 millions de dollars pour s'établir à 16,3 millions de dollars en regard de la période correspondante de 2012 en raison d'une baisse des actifs amortissables causée par les dépréciations d'actifs.

Faits saillants financiers

- Les fonds provenant des activités opérationnelles se sont accrus de 0,6 million de dollars pour s'établir à 21,9 millions de dollars en regard de la même période de l'exercice précédent.
- Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement («BAIIA») aux fins de comparaison a augmenté de 0,3 million de dollars au cours du trimestre pour s'établir à 29,1 millions de dollars en regard de la période correspondante de 2012.
- Le résultat aux fins de comparaison s'est établi à 4,0 millions de dollars (0,03 \$ par action), en hausse par rapport à 2,8 millions de dollars (0,02 \$ par action) à la même période en 2012, surtout en raison des marges opérationnelles brutes plus élevées et de la baisse de la dotation aux amortissements, en partie contrebalancées par l'augmentation des charges opérationnelles et des frais d'entretien et d'administration.
- Le résultat net présenté attribuable aux porteurs d'actions ordinaires a été de 1,2 million de dollars (0,01 \$ par action), en baisse par rapport à 2,8 millions de dollars (0,02 \$ par action) en 2012. La variation découle d'une augmentation des marges brutes et de l'imputation pour dépréciation d'actifs non comparable de 2,7 millions de dollars.

Faits saillants depuis le début de l'exercice

Résultats des activités opérationnelles

- Les marges brutes ont augmenté de 22,7 millions de dollars pour s'établir à 165,5 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de la hausse des prix de l'énergie éolienne et hydroélectrique, de l'augmentation des volumes d'énergie hydroélectrique et du démarrage des activités commerciales du parc éolien de New Richmond, en partie contrebalancés par la baisse des volumes d'énergie éolienne.
- La production a augmenté de 13 GWh pour atteindre 2 043 GWh comparativement à la période correspondante de 2012.
- Les charges opérationnelles et les frais d'entretien et d'administration ont diminué de 0,6 million de dollars pour s'établir à 29,3 millions de dollars comparativement à la période correspondante de 2012 en raison de la baisse des charges de rémunération découlant de la restructuration au quatrième trimestre de 2012, en partie contrebalancée par la convention de services de gestion et d'exploitation avec TransAlta et le démarrage des activités commerciales du parc éolien de New Richmond.
- La dotation aux amortissements a enregistré une augmentation de 0,2 million de dollars pour s'établir à 55,8 millions de dollars en regard de la période correspondante de 2012 en raison surtout du démarrage des activités commerciales au parc éolien de New Richmond, augmentation en partie compensée par la baisse des actifs amortissables causée par les dépréciations d'actifs.

Faits saillants financiers

- Les fonds provenant des activités opérationnelles se sont accrus de 22,1 millions de dollars pour s'établir à 108,9 millions de dollars en regard de la même période de l'exercice précédent.
- Le BAIIA aux fins de comparaison a augmenté de 23,1 millions de dollars pour se fixer à 130,7 millions de dollars en regard d'il y a un an.
- Le résultat aux fins de comparaison s'est établi à 37,5 millions de dollars (0,33 \$ par action), en hausse par rapport à 20,7 millions de dollars (0,18 \$ par action) à la même période en 2012, surtout en raison de la hausse des marges opérationnelles brutes et de la baisse des charges opérationnelles et des frais d'entretien et d'administration, en partie contrebalancées par l'augmentation de la dotation aux amortissements.
- Le résultat net présenté attribuable aux porteurs d'actions ordinaires a été de 34,7 millions de dollars (0,30 \$ par action), en hausse par rapport à 13,6 millions de dollars (0,12 \$ par action) à la même période en 2012. La variation découle de l'augmentation des marges brutes et des montants non comparables suivants, déduction faite des impôts et taxes :
 - Diminution de l'imputation pour dépréciation d'actifs de 6,6 millions de dollars
 - Diminution du profit à la vente d'actifs de 2,3 millions de dollars

Le tableau suivant présente les principaux résultats financiers et données opérationnelles statistiques :

	Trois mois clos les 30 sept.		Neuf mois clos les 30 sept.	
	2013	2012	2013	2012
Production (GWh)	543	524	2 043	2 030
Produits des activités ordinaires	43 535	41 896	175 392	152 473
Marge brute ¹	41 007	39 234	165 538	142 820
Produits opérationnels ¹	9 105	10 104	71 176	39 055
Produits opérationnels aux fins de comparaison ²	12 768	10 104	74 839	52 055
Résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires ³	1 207	2 812	34 723	13 569
Résultat net par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires, de base et dilué ³	0,01	0,02	0,30	0,12
Résultat net par action aux fins de comparaison ²	0,03	0,02	0,33	0,18
BAIIA aux fins de comparaison ²	29 092	28 765	130 669	107 638
Fonds provenant des activités opérationnelles ²	21 935	21 317	108 890	86 768
Fonds provenant des activités opérationnelles par action ²	0,19	0,19	0,95	0,76
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	25 172	23 286	124 138	80 343
Flux de trésorerie disponibles ²	20 053	20 054	101 378	79 657
Dividendes versés par action ordinaire	0,05	-	0,05	-
Aux			30 sept. 2013	31 déc. 2012
Total de l'actif			1 881 936	2 237 406
Total des passifs non courants			716 265	501 471

RÉSULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PORTEURS D' ACTIONS ORDINAIRES

Les principaux facteurs qui ont contribué à la variation du résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2013 sont présentés ci-dessous :

	Trois mois clos le 30 sept.	Neuf mois clos le 30 sept.
Résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de 2012	2 812	13 569
Augmentation des marges brutes opérationnelles	1 773	22 718
(Augmentation) diminution des charges opérationnelles et frais d'entretien et d'administration	(1 297)	575
Diminution (augmentation) de la dotation aux amortissements	2 337	(247)
Diminution du profit de change	(701)	(1 452)
Diminution du profit à la vente d'actifs	-	(3 000)
(Augmentation) diminution de l'imputation pour dépréciation d'actifs	(3 663)	9 337
Augmentation de la charge d'intérêt nette	(210)	(1 450)
Diminution (augmentation) de la charge d'impôts sur le résultat	325	(4 585)
Divers	(169)	(742)
Résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de 2013	1 207	34 723

1) Ces éléments sont des mesures conformes aux IFRS additionnelles. Se reporter à la rubrique «Mesures conformes aux IFRS additionnelles» du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements sur ces éléments.

2) Ces éléments ne sont pas définis selon les IFRS. La présentation de ces éléments d'une période à l'autre permet à la direction et aux investisseurs d'en évaluer la tendance plus facilement par rapport aux résultats des périodes antérieures. Voir la rubrique «Mesures non conformes aux IFRS» du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements sur ces éléments, y compris, s'il y a lieu, les rapprochements avec les mesures calculées selon les IFRS.

3) Une participation ne donnant pas le contrôle dans le parc éolien de Kent Hills n'est pas incluse dans le résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires.

Les marges brutes opérationnelles pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2013 ont augmenté de respectivement 1,8 million de dollars et 22,7 millions de dollars, en regard de la période correspondante de 2012, en raison de la hausse des prix de l'énergie hydroélectrique et éolienne, de l'augmentation des volumes d'énergie hydroélectrique et du démarrage des activités commerciales du parc éolien de New Richmond, en partie contrebalancés par la baisse des volumes d'énergie éolienne.

Les charges opérationnelles et les frais d'entretien et d'administration pour la période de trois mois close le 30 septembre 2013 ont augmenté en regard de la période correspondante de 2012, en raison surtout de la nouvelle convention de services de gestion et d'exploitation avec TransAlta et du démarrage des activités commerciales du parc éolien de New Richmond.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, les charges opérationnelles et les frais d'entretien et d'administration ont diminué en comparaison de la période correspondante de 2012, en raison surtout de la baisse des charges de rémunération découlant de la restructuration au quatrième trimestre de 2012, en partie contrebalancée par la convention de services de gestion et d'exploitation avec TransAlta et le démarrage des activités commerciales du parc éolien de New Richmond.

La dotation aux amortissements pour la période de trois mois close le 30 septembre 2013 a diminué en regard de la période correspondante de 2012 en raison surtout d'une baisse des actifs amortissables causée par les dépréciations d'actifs.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, la dotation aux amortissements a augmenté en regard de la période correspondante de 2012 en raison surtout du démarrage des activités commerciales du parc éolien de New Richmond, en partie contrebalancé par la baisse des actifs amortissables causée par les dépréciations d'actifs.

Le profit de change pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2013 a diminué par rapport aux périodes correspondantes de 2012 en raison surtout de fluctuations défavorables des taux de change.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, la diminution du profit à la vente d'actifs par rapport à celui de la période correspondante de 2012 est imputable principalement à la reprise, en 2012, d'une provision éventuelle à l'égard de la vente de la centrale alimentée à la biomasse de Grande Prairie.

Pour la période de trois mois close le 30 septembre 2013, l'imputation pour dépréciation d'actifs a augmenté en regard de la période correspondante de 2012 en raison de la comptabilisation de l'imputation pour dépréciation d'actifs de production hydroélectrique au cours du trimestre.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, l'imputation pour dépréciation d'actifs a diminué étant donné que les tests de dépréciation sont tributaires de facteurs liés au marché, notamment les prévisions de prix, au moment où ils sont effectués, et que leur résultat peut varier d'une période à l'autre.

La charge d'intérêt nette pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2013 a augmenté par rapport aux périodes correspondantes de 2012 en raison des intérêts sur le prêt à terme amortissable et de la baisse des intérêts incorporés dans le coût de l'actif.

La charge d'impôts sur le résultat pour la période de trois mois close le 30 septembre 2013 a diminué en regard de la période correspondante de 2012, en raison d'une baisse du résultat avant impôts et taxes et de l'effet de certains ajustements fiscaux qui ne fluctuent pas avec le résultat.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, la charge d'impôts sur le résultat a augmenté en regard de la période correspondante de 2012 en raison de la hausse du résultat avant impôts et taxes.

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS

Période de trois mois close le 30 septembre 2013

Acquisition des actifs de production

Le 9 août 2013, nous avons acquis indirectement 28 actifs de production hydroélectrique et éolienne auprès de TransAlta en achetant toutes les actions émises et en circulation de deux filiales de TransAlta : Canadian Hydro Developers, Inc. («CHD») et Western Sustainable Power Inc. Le prix d'achat de 1,7 milliard de dollars a été réglé par la prise en charge indirecte des débetures en circulation de CHD pour un capital total de 0,4 milliard de dollars et une contrepartie transférée de 1,3 milliard de dollars, comme suit :

Contrepartie transférée	Montant
Emission de 66 666 667 actions ordinaires à 10 \$ par action	666 667
Émission du billet relatif à la clôture	187 000
Émission du billet à court terme	250 000
Émission du billet relatif à l'acquisition	30 000
Émission du prêt à terme amortissable	200 000
Total	1 333 667

L'acquisition a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises sous contrôle commun, ce qui a lieu lorsque l'entreprise faisant l'objet de l'acquisition est contrôlée *in fine* par la même partie avant et après le regroupement d'entreprises. TransAlta contrôlait les actifs acquis avant l'acquisition du 9 août 2013 par TransAlta Renewables et continue de contrôler indirectement les actifs acquis après l'acquisition en vertu de sa participation approximative de 80,7 % en actions ordinaires. Nous avons utilisé la méthode de la mise en commun d'intérêts, ou la méthode axée sur la valeur comptable, pour comptabiliser les actifs acquis pour la période considérée et les périodes comparatives. Les états financiers des actifs acquis et de TransAlta Renewables ont été regroupés à leur valeur comptable, comme si nous avions toujours détenu les actifs acquis, à l'exception de la comptabilisation d'une réduction de 205,8 millions de dollars de la valeur comptable de certaines centrales hydroélectriques et éoliennes découlant d'une réévaluation fondée sur les modalités des contrats d'achat d'électricité avec TransAlta («CAÉ de TransAlta»). Voir la note 12 de nos états financiers pour obtenir plus de renseignements.

Premier appel public à l'épargne pour des actions ordinaires

Le 31 juillet 2013, nous avons déposé un prospectus définitif qui vise à autoriser le placement de 20,0 millions de nos actions ordinaires qui seront émises en vertu des modalités de la convention de prise ferme à un prix de 10,00 \$ par action ordinaire (le «placement»). Nous avons attribué aux preneurs fermes une option (l'«option de surallocation»), pouvant être exercée en totalité ou en partie pendant une période de 30 jours suivant la clôture, afin d'acheter, au prix d'offre, jusqu'à 3,0 millions d'actions ordinaires supplémentaires (représentant 15 % des actions ordinaires offertes dans le cadre du prospectus).

Le 9 août 2013, nous avons réalisé le placement de 20,0 millions d'actions ordinaires pour un produit brut de 200,0 millions de dollars. Le produit net du placement a été utilisé par TransAlta Renewables pour rembourser une partie du billet relatif à la clôture émis par TransAlta. Le 29 août 2013, les preneurs fermes ont exercé leur option de surallocation en partie pour acheter 2,1 millions d'actions ordinaires supplémentaires à un prix d'offre de 10,00 \$ l'action ordinaire, pour un produit brut de 21,0 millions de dollars. Nous avons affecté le produit net tiré de l'exercice partiel de l'option de surallocation à la réduction de l'encours aux termes du billet relatif à l'acquisition émis à TransAlta. Le solde du capital de 9,0 millions de dollars en vertu du billet relatif à l'acquisition après ce paiement a été converti en 0,9 million d'actions ordinaires, selon un ratio d'une action ordinaire pour chaque montant de 10,00 \$ à verser à TransAlta aux termes du billet relatif à l'acquisition.

Immédiatement avant la clôture du placement, nous avons remboursé le billet à court terme de 250,0 millions de dollars émis à TransAlta en émettant indirectement à TransAlta 25,0 millions d'actions ordinaires à un prix réputé de 10,00 \$ l'action ordinaire.

Compte tenu du placement et des autres émissions d'actions ordinaires, TransAlta détient, directement et indirectement, 92,6 millions d'actions ordinaires, ce qui représente environ 80,7 % de nos actions ordinaires.

Imputation pour dépréciation d'actifs

Au cours des périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2013, nous avons comptabilisé une imputation pour dépréciation avant impôts et taxes totalisant 3,7 millions de dollars relativement à deux actifs de production hydroélectrique assujettis à des contrats au sein des centrales d'énergies renouvelables. Les actifs ont été dépréciés en raison surtout d'une augmentation des dépenses en immobilisations et charges opérationnelles futures résultant des tests de dépréciation. Les tests de dépréciation annuels se fondent sur des estimations de la juste valeur moins les coûts de la vente en fonction des prévisions à long terme.

Période de neuf mois close le 30 septembre 2013

New Richmond

Le 13 mars 2013, notre parc éolien de New Richmond de 68 mégawatts («MW») a démarré ses activités commerciales. Le coût total du projet demeure à environ 212,4 millions de dollars.

ÉVÉNEMENTS ULTÉRIEURS

Acquisition d'un parc éolien

Le 21 octobre 2013, nous avons annoncé l'acquisition, par le biais de TransAlta, d'une participation financière dans un parc éolien de 144 MW dans le Wyoming, auprès d'une société affiliée de NextEra Energy Resources, LLC. Le parc est entièrement opérationnel et fait l'objet d'un contrat d'achat d'électricité à long terme jusqu'en 2028 avec une contrepartie ayant une note de première qualité. Nous financerons l'acquisition au moyen d'un prêt de 102 millions de dollars américains de TransAlta. Nous prévoyons rembourser le prêt à même les flux de trésorerie disponibles provenant des activités opérationnelles au cours des 36 premiers mois et au moyen du refinancement d'une dette à long terme qui devrait être conclu en même temps que d'autres ententes de financement.

L'acquisition est assujettie aux approbations réglementaires et devrait être conclue d'ici la fin de décembre 2013.

L'acquisition crée une plateforme aux États-Unis pour une croissance future, permet une plus grande diversification des régions géographiques et des actifs, et devrait faire augmenter les liquidités disponibles aux fins de distribution par action d'environ 2 % à 3 %.

RÉSULTATS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES : *TransAlta Renewables détient et exploite des centrales hydroélectriques et éoliennes dans l'ouest et l'est du Canada. Au 30 septembre 2013, nos actifs de production représentaient une capacité de production brute¹ de 1 234 MW en activité (participation véritable nette de 1 112 MW).*

Les résultats des activités opérationnelles sont comme suit :

	2013			2012		
	Total	Ajustements aux fins de comparaison ²	Total aux fins de comparaison ²	Par MWh produit	Total aux fins de comparaison ²	Par MWh produit
Trois mois clos les 30 sept.						
Produits des activités ordinaires	32 312	-	32 312	59,51	34 732	66,28
Incitatifs gouvernementaux	3 542	-	3 542	6,52	3 892	7,43
Produits locatifs	7 681	-	7 681	14,15	3 272	6,24
Total des produits	43 535	-	43 535	80,17	41 896	79,95
Redevances et autres	2 528	-	2 528	4,66	2 662	5,08
Marge brute	41 007	-	41 007	75,51	39 234	74,87
Activités opérationnelles, entretien et administration	10 015	-	10 015	18,44	8 718	16,64
Amortissement	16 324	-	16 324	30,06	18 661	35,61
Imputation pour dépréciation d'actifs	3 663	(3 663)	-	-	-	-
Impôts et taxes, autres que les impôts sur le résultat	1 900	-	1 900	3,50	1 751	3,34
Produits opérationnels	9 105	3 663	12 768	23,51	10 104	19,28
Production (GWh)			543		524	
Capacité installée (GWh)			2 725		2 575	
Neuf mois clos les 30 sept.						
Produits des activités ordinaires	144 642	-	144 642	70,80	130 364	64,22
Incitatifs gouvernementaux	15 547	-	15 547	7,61	16 575	8,17
Produits locatifs	15 203	-	15 203	7,44	5 534	2,73
Total des produits	175 392	-	175 392	85,85	152 473	75,11
Redevances et autres	9 854	-	9 854	4,82	9 653	4,76
Marge brute	165 538	-	165 538	81,03	142 820	70,35
Activités opérationnelles, entretien et administration	29 326	-	29 326	14,35	29 901	14,73
Amortissement	55 830	-	55 830	27,33	55 583	27,38
Imputation pour dépréciation d'actifs	3 663	(3 663)	-	-	-	-
Impôts et taxes, autres que les impôts sur le résultat	5 543	-	5 543	2,71	5 281	2,60
Produits opérationnels	71 176	3 663	74 839	36,64	52 055	25,64
Production (GWh)			2 043		2 030	
Capacité installée (GWh)			8 085		7 668	

1) Nous mesurons la capacité comme la capacité maximale nette (voir le glossaire pour la définition de cette expression et d'autres termes clés), conformément aux normes de l'industrie. Sauf indication contraire, les données sur la capacité représentent la capacité détenue et opérationnelle.

2) Les chiffres aux fins de comparaison ne sont pas définis selon les IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion pour une analyse de ces éléments, y compris, s'il y a lieu, les rapprochements avec le résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles.

Production et marges brutes

Les volumes de production, les produits des activités ordinaires aux fins de comparaison, les redevances et autres produits, et les marges brutes d'après les régions géographiques se présentent comme suit.

Trois mois clos le 30 septembre 2013	Installé (GWh)	Production (GWh)	Produits	Redevances et autres	Marge brute	Produits par MWh produit	Redevances et autres par MWh produit	Marge brute par MWh produit
Énergie éolienne – Ouest du Canada	1 084	149	6 704	767	5 937	44,99	5,15	39,84
Énergie éolienne – Est du Canada	1 361	252	25 836	1 121	24 715	102,52	4,45	98,07
Énergie hydroélectrique	280	142	10 995	640	10 355	77,43	4,51	72,92
	2 725	543	43 535	2 528	41 007	80,17	4,66	75,51

Trois mois clos le 30 septembre 2012	Installé (GWh)	Production (GWh)	Produits	Redevances et autres	Marge brute	Produits par MWh produit	Redevances et autres par MWh produit	Marge brute par MWh produit
Énergie éolienne – Ouest du Canada	1 084	161	9 801	766	9 035	60,88	4,76	56,12
Énergie éolienne – Est du Canada	1 211	228	22 292	1 210	21 082	97,77	5,31	92,46
Énergie hydroélectrique	280	135	9 803	686	9 117	72,61	5,08	67,53
	2 575	524	41 896	2 662	39 234	79,95	5,08	74,87

Neuf mois clos le 30 septembre 2013	Installé (GWh)	Production (GWh)	Produits	Redevances et autres	Marge brute	Produits par MWh produit	Redevances et autres par MWh produit	Marge brute par MWh produit
Énergie éolienne – Ouest du Canada	3 217	739	51 607	3 970	47 637	69,83	5,37	64,46
Énergie éolienne – Est du Canada	4 036	987	100 288	4 422	95 866	101,61	4,48	97,13
Énergie hydroélectrique	832	317	23 497	1 462	22 035	74,12	4,61	69,51
	8 085	2 043	175 392	9 854	165 538	85,85	4,82	81,03

Neuf mois clos le 30 septembre 2012	Installé (GWh)	Production (GWh)	Produits	Redevances et autres	Marge brute	Produits par MWh produit	Redevances et autres par MWh produit	Marge brute par MWh produit
Énergie éolienne – Ouest du Canada	3 229	798	40 234	3 605	36 629	50,42	4,52	45,90
Énergie éolienne – Est du Canada	3 604	923	91 718	4 660	87 058	99,37	5,05	94,32
Énergie hydroélectrique	835	309	20 521	1 388	19 133	66,41	4,49	61,92
	7 668	2 030	152 473	9 653	142 820	75,11	4,76	70,35

Centrales éoliennes dans l'ouest du Canada

La production pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2013 a diminué de 12 gigawattheures («GWh») et de 59 GWh, comparativement aux périodes correspondantes de 2012, en raison surtout de la baisse des volumes d'énergie éolienne.

La marge brute pour la période de trois mois close le 30 septembre 2013 a diminué de 3,1 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2012 en raison surtout des CAÉ de TransAlta et de la baisse des volumes d'énergie éolienne.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, la marge brute a augmenté de 11,0 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2012 en raison surtout d'une hausse des prix des activités marchandes avant la conclusion des CAÉ de TransAlta, en partie compensée par la baisse des volumes d'énergie éolienne.

Centrales éoliennes dans l'est du Canada

La production pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2013 a enregistré une augmentation de 24 GWh et de 64 GWh, comparativement aux périodes correspondantes de 2012, en raison surtout du démarrage des activités commerciales du parc éolien de New Richmond, augmentation en partie compensée par la baisse des volumes d'énergie éolienne.

Pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2013, les marges brutes ont augmenté de respectivement 3,6 millions de dollars et 8,8 millions de dollars en regard des périodes correspondantes de 2012 en raison surtout du démarrage des activités commerciales du parc éolien de New Richmond et de la hausse des prix contractuels.

Centrales hydroélectriques

La production pour la période de trois mois close le 30 septembre 2013 a augmenté de 7 GWh en regard de la période correspondante de 2012 en raison surtout d'une diminution des interruptions non planifiées.

La production pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013 a progressé de 8 GWh en regard de la période correspondante de 2012 en raison surtout de la hausse des volumes d'énergie éolienne découlant d'une augmentation des écoulements et d'une baisse des interruptions non planifiées.

Les marges brutes pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2013 ont augmenté de respectivement 1,2 million de dollars et 2,9 millions de dollars en regard des mêmes périodes de 2012, en raison surtout des prix contractuels plus élevés et de la hausse des volumes.

Charges opérationnelles et frais d'entretien et d'administration

Les charges opérationnelles et les frais d'entretien et d'administration pour la période de trois mois close le 30 septembre 2013 ont augmenté de 1,3 million de dollars comparativement à la période correspondante de 2012, en raison surtout de la nouvelle convention de services de gestion et d'exploitation avec TransAlta et du démarrage des activités commerciales du parc éolien de New Richmond.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, les charges opérationnelles et les frais d'entretien et d'administration ont diminué de 0,6 million de dollars en regard de la période correspondante de 2012, principalement en raison de la diminution des charges de rémunération découlant de la restructuration au quatrième trimestre de 2012, en partie contrebalancée par la convention de services de gestion et d'exploitation avec TransAlta et le démarrage des activités commerciales de notre parc éolien de New Richmond.

Dotations aux amortissements

La dotation aux amortissements pour la période de trois mois close le 30 septembre 2013 a diminué de 2,3 millions de dollars en regard de la période correspondante de 2012 en raison surtout d'une baisse des actifs amortissables causée par les dépréciations d'actifs. Se reporter à la rubrique «Événements importants» du présent rapport de gestion.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, la dotation aux amortissements a connu une augmentation de 0,3 million de dollars en regard de la période correspondante de 2012 en raison surtout du démarrage des activités commerciales de notre parc éolien de New Richmond, augmentation en partie contrebalancée par une baisse des actifs amortissables causée par les dépréciations d'actifs.

CHARGE D'INTÉRÊT NETTE

Les composantes de la charge d'intérêt nette sont présentées ci-dessous :

	Trois mois clos les 30 sept.		Neuf mois clos les 30 sept.	
	2013	2012	2013	2012
Intérêt sur la dette	7 183	7 371	21 279	19 362
Intérêt sur les lettres de crédit et les garanties données par TransAlta	58	1 055	2 283	3 101
Intérêts incorporés dans le coût de l'actif	-	(1 333)	(2 147)	(2 408)
Produit d'intérêt	(5)	(3)	(11)	(8)
Charge d'intérêt	7 236	7 090	21 404	20 047
Désactualisation des provisions	231	167	640	547
Charge d'intérêt nette	7 467	7 257	22 044	20 594

La variation de la charge d'intérêt nette pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2013 par rapport aux périodes correspondantes de 2012 est illustrée ci-dessous :

	Trois mois clos les 30 sept.	Neuf mois clos les 30 sept.
Charge d'intérêt nette de 2012	7 257	20 594
Diminution du niveau d'endettement	(4)	(23)
Hausse de l'intérêt sur le prêt à terme amortissable	1 162	1 162
Augmentation de la charge de désactualisation	64	93
Incidences des taux de change défavorables	16	28
Baisse des intérêts incorporés dans le coût de l'actif	1 333	261
Baisse du taux d'intérêt sur les lettres de crédit et les garanties	(997)	(818)
Baisse des coûts de financement	(7)	(8)
Baisse du produit d'intérêt	(2)	(3)
Hausse (baisse) de l'intérêt imputé par TransAlta au titre des projets d'immobilisations	(1 333)	814
Divers	(22)	(56)
Charge d'intérêt nette de 2013	7 467	22 044

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Le tableau qui suit présente un rapprochement des impôts sur le résultat et des taux d'imposition effectifs sur le résultat, compte non tenu des éléments non comparables :

	Trois mois clos les 30 sept.		Neuf mois clos les 30 sept.	
	2013	2012	2013	2012
Résultat avant impôts sur le résultat	2 067	3 978	48 463	22 674
Résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(473)	(454)	(1 812)	(1 762)
Imputations pour dépréciation d'actifs	3 663	-	3 663	13 000
Profit à la vente d'actifs	-	-	-	(3 000)
Résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires, compte non tenu des éléments non comparables, assujettis à l'impôt	5 257	3 524	50 314	30 912
Charge d'impôts sur le résultat	387	712	11 928	7 343
Recouvrement d'impôts sur le résultat lié aux imputations pour dépréciation d'actifs	916	-	916	3 613
Charge d'impôts sur le résultat liée au profit à la vente d'actifs	-	-	-	(750)
Charge d'impôts sur le résultat, compte non tenu des éléments non comparables	1 303	712	12 844	10 206
Taux d'imposition effectif sur le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires, compte non tenu des éléments non comparables (%)	25	20	26	33

La charge d'impôts sur le résultat, compte non tenu des éléments non comparables, pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2013 s'est accrue par rapport aux périodes correspondantes de 2012 en raison de la hausse du résultat aux fins de comparaison et de l'incidence de certains ajustements fiscaux qui ne fluctuent pas avec le résultat.

Le taux d'imposition effectif sur le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires, compte non tenu des éléments non comparables, pour la période de trois mois close le 30 septembre 2013 a augmenté en regard de la période correspondante de 2012, en raison de l'incidence de certains ajustements fiscaux à l'exercice précédent qui ne fluctuent pas avec le résultat.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, le taux d'imposition effectif sur le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires, compte non tenu des éléments non comparables, a diminué en regard de la même période de 2012, en raison de l'incidence de certains ajustements fiscaux à l'exercice précédent qui ne fluctuent pas avec le résultat.

PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Le résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2013 a augmenté en regard des périodes correspondantes de 2012, en raison surtout de la hausse du résultat du parc éolien de Kent Hills.

SITUATION FINANCIÈRE

Le tableau suivant présente les variations importantes dans les états de la situation financière consolidés résumés du 31 décembre 2012 au 30 septembre 2013 :

	Augmentation/ (diminution)	Principaux facteurs expliquant le changement
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 395	Calendrier des encaissements et décaissements
Créances clients	3 379	Calendrier des encaissements des sommes à recevoir de clients
Sommes à recevoir de parties liées	(131 171)	Remboursées au cours de la constitution de la Société
Immobilisations corporelles nettes	(223 915)	Réévaluation et amortissement des actifs, déduction faite des acquisitions
Immobilisations incorporelles	(6 213)	Amortissement
Dettes fournisseurs et charges à payer	4 484	Calendrier des paiements
Dividendes à verser	14 333	Dividendes déclarés sur actions ordinaires au cours du trimestre
Dette à long terme (y compris la partie courante)	201 872	Émission du prêt à terme amortissable
Passifs d'impôt différé	33 399	Augmentation des provisions d'impôts sur le résultat liées à la constitution de la Société
Participation nette de la société mère	(1 659 196)	Transférée aux capitaux propres liés aux actions ordinaires en raison de la constitution de la Société
Quote-part du résultat attribuable aux actionnaires	1 048 605	Constitution de la Société et résultat net pour la période

INSTRUMENTS FINANCIERS

Se reporter aux états financiers cumulés audités de l'entreprise à l'égard des actifs acquis, figurant dans le prospectus ordinaire définitif publié sur SEDAR ainsi qu'à la note 11 de nos états financiers, pour obtenir plus de détails sur les instruments financiers. Se reporter à la rubrique «Facteurs de risque» du prospectus ordinaire définitif disponible sur SEDAR et à la note 11 de nos états financiers pour plus de précisions sur nos risques et sur la manière dont nous les gérons. Notre profil de gestion du risque et nos politiques à cet égard ont peu changé depuis le 31 décembre 2012.

Nous pouvons conclure des transactions sur des produits de base comportant des caractéristiques non standards pour lesquelles il n'y a pas de données de marché observables disponibles. Ces instruments sont définis comme des instruments financiers de niveau III selon les IFRS. Les instruments financiers de niveau III ne sont pas négociés sur un marché actif, et la juste valeur est donc établie à l'aide de modèles d'évaluation fondés sur des hypothèses ou des données établies en interne. Nos justes valeurs de niveau III sont fixées au moyen de données comme la disponibilité de l'unité, la congestion du transport ou le profil de la demande.

Nous avons aussi divers contrats ayant une durée s'étirant sur plus de cinq ans. Comme les prix du marché à terme ne sont pas disponibles pour la durée complète de ces contrats, leur valeur doit être déterminée à partir d'une prévision reposant sur une combinaison de modèles fondamentaux externes et internes, y compris l'actualisation. Par conséquent, ces contrats sont classés dans le niveau III. Ils sont conclus à un prix donné avec des contreparties que nous estimons solvables.

Les justes valeurs sont validées chaque trimestre à l'aide d'autres hypothèses raisonnablement possibles à titre de données de techniques d'évaluation, et tout écart important est communiqué dans les notes des états financiers.

Au 30 septembre 2013, la valeur comptable de l'actif net au titre des instruments financiers de niveau III était de néant (valeur comptable de l'actif net de 0,2 million de dollars au 31 décembre 2012).

TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE

Les tableaux suivants présentent les variations importantes dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés résumés pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2013 comparativement aux périodes correspondantes en 2012 :

Trois mois clos les 30 sept.	2013	2012	Principaux facteurs expliquant le changement
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	2 094	3 511	
Flux de trésorerie liés aux :			
Activités opérationnelles	25 172	23 286	Variations favorables du fonds de roulement de 1,3 million de dollars et hausse du résultat en trésorerie de 0,6 million de dollars
Activités d'investissement	(3 499)	(52 587)	Diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles de 44,5 millions de dollars et augmentation des soldes hors trésorerie du fonds de roulement liés aux activités d'investissement de 5,8 millions de dollars, en partie contrebalancée par une diminution des profits réalisés en matière de gestion de risque de 1,3 million de dollars
Activités de financement	(17 167)	28 119	Augmentation du remboursement de la note relative à la clôture et remboursement partiel de la note relative à l'acquisition de 208,0 millions de dollars, augmentation du remboursement de la participation nette de la société mère et des autres montants relatifs aux parties liées de 38,1 millions de dollars et augmentation des dividendes versés sur actions ordinaires de 5,4 millions de dollars, en partie contrebalancées par une hausse du produit net à l'émission d'actions ordinaires de 206,9 millions de dollars
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	6 600	2 329	
Neuf mois clos les 30 sept.	2013	2012	Principaux facteurs expliquant le changement
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	3 205	3 990	
Flux de trésorerie liés aux :			
Activités opérationnelles	124 138	80 343	Hausse du résultat en trésorerie de 22,1 millions de dollars et variations favorables du fonds de roulement de 21,7 millions de dollars
Activités d'investissement	(54 688)	(113 912)	Diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles de 65,2 millions de dollars, augmentation des profits réalisés en matière de gestion du risque de 7,8 millions de dollars et diminution des soldes hors trésorerie du fonds de roulement liés aux activités d'investissement de 12,9 millions de dollars
Activités de financement	(66 055)	31 908	Augmentation du remboursement de la note relative à la clôture et remboursement partiel de la note relative à l'acquisition de 208,0 millions de dollars, augmentation du remboursement de la participation nette de la société mère et des autres montants relatifs aux parties liées de 91,8 millions de dollars et augmentation des dividendes versés sur actions ordinaires de 5,4 millions de dollars, en partie contrebalancées par une hausse du produit net à l'émission d'actions ordinaires de 206,9 millions de dollars
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	6 600	2 329	

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Le risque de liquidité découle de notre capacité à combler nos besoins généraux de financement, à mener des activités de négociation et de couverture, et à gérer les actifs, les passifs et la structure du capital de la Société. Nous gérons le risque de liquidité en maintenant suffisamment de ressources financières liquides pour financer les obligations lorsqu'elles deviennent exigibles, et ce, de la façon la plus rentable.

Nos besoins de liquidités sont satisfaits au moyen d'une variété de sources, y compris les fonds provenant des activités opérationnelles et le financement fourni par TransAlta. Nous utilisons surtout les fonds pour les charges opérationnelles, les dépenses d'investissement, les distributions aux commanditaires ne détenant pas le contrôle, les paiements des intérêts et du capital sur la dette, et les dividendes.

Dette

La dette à long terme s'établissait à 574,6 millions de dollars au 30 septembre 2013 comparativement à 372,7 millions de dollars au 31 décembre 2012. La dette à long terme a augmenté depuis le 31 décembre 2012, en raison de l'émission du prêt à terme amortissable, des fluctuations défavorables des taux de change et de l'amortissement des frais de financement reportés.

Capital social

Le 29 octobre 2013, nous avons 114,7 millions d'actions ordinaires émises et en circulation. Au 30 septembre 2013, nous avons 114,7 millions d'actions ordinaires émises et en circulation.

Au cours des périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2013, 114,7 millions d'actions ordinaires ont été émises. Pour plus de renseignements, voir la rubrique «Événements importants» du présent rapport de gestion.

Sommes à payer à une partie liée

Au 30 septembre 2013, les emprunts contractés auprès d'une partie liée de la Société à payer à TransAlta totalisaient 200,0 millions de dollars (montant de 131,2 millions de dollars à payer par TransAlta au 31 décembre 2012).

PERSPECTIVES POUR 2013

Contexte d'affaires

Législation environnementale

Des pourparlers sont en cours entre les gouvernements fédéral et provinciaux concernant la mise sur pied d'un système national de gestion de la qualité de l'air pour les polluants atmosphériques. Dans la stratégie pour l'air pur que l'Alberta a récemment publiée, la province a indiqué que son système de gestion de la qualité de l'air rendra opérationnel tout système national. Selon nos perspectives actuelles pour l'Alberta, les règlements provinciaux seront considérés comme correspondant à tout accord-cadre national futur.

Le 21 janvier 2013, le gouvernement de l'Ontario a publié un document de travail pour recueillir l'avis du public sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre («GES») dans la province, dans le but d'élaborer des règlements sur les GES pour tous les secteurs industriels importants d'ici 2015. Aucune cible ou approche réglementaire précise n'a encore été proposée.

Nous continuons de surveiller de près les progrès et les risques associés aux modifications de la législation environnementale pour nos activités futures.

Le choix de l'emplacement, la construction et l'exploitation de centrales électriques nécessitent des interactions avec de nombreuses parties prenantes. Dernièrement, certaines parties prenantes ont intenté des poursuites contre des agences gouvernementales et des propriétaires en invoquant les répercussions négatives présumées des projets éoliens. Nous assurons le suivi de ces réclamations afin d'évaluer le risque lié à ces activités.

Environnement économique

Nous prévoyons une croissance modérée en Alberta et faible dans l'est du Canada en 2013. Les événements mondiaux font l'objet d'une surveillance afin d'évaluer leur incidence potentielle sur l'économie et sur nos relations avec les fournisseurs et les contreparties en ce qui a trait aux produits de base.

Activités opérationnelles

Flux de trésorerie contractuels

Comme nous avons recours à des contrats à long terme et aux CAÉ de TransAlta, toute notre capacité est actuellement sous contrat. La presque totalité de notre capacité est sous contrat pour les 10 à 20 prochaines années.

Charges opérationnelles et frais d'entretien et d'administration

Nous prévoyons que les charges opérationnelles et les frais d'entretien et d'administration pour 2013 augmenteront en raison surtout du démarrage du parc éolien de New Richmond.

Exposition aux fluctuations des taux de change

Étant donné que tous nos actifs sont situés au Canada, ils sont très peu exposés aux fluctuations des monnaies étrangères. Notre stratégie consiste à réduire au minimum l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro en concluant des contrats de change.

Charge d'intérêt nette

Nous ne sommes pas exposés au risque de taux d'intérêt à l'égard de la dette à long terme, puisque tous les instruments portent intérêt à un taux fixe. Nous prévoyons que la charge d'intérêt nette pour 2013 sera d'environ 30,0 millions de dollars.

Situation de trésorerie et sources de financement

En cas de baisse des ressources éoliennes ou hydroélectriques ou de coûts d'entretien imprévus, nous pourrions avoir besoin de liquidités supplémentaires dans l'avenir. Nous prévoyons maintenir des liquidités disponibles adéquates sur notre facilité de crédit liée au fonds de roulement avec TransAlta.

Estimations comptables

Un certain nombre de nos estimations comptables, y compris celles présentées à la section «Jugements importants en matière de comptabilité et principales sources d'incertitude de mesure» des états financiers cumulés audités de l'entreprise à l'égard des actifs acquis, sont fondées sur la conjoncture et les perspectives économiques actuelles. En raison de la conjoncture économique, les fluctuations du marché pourraient avoir une incidence, entre autres, sur les prix des produits de base, les taux de change et les taux d'intérêt futurs, qui pourraient, à leur tour, influencer sur le résultat futur et les profits ou pertes latents liés à nos actifs et passifs de gestion du risque et sur l'évaluation de l'actif pour nos calculs de la dépréciation d'actifs.

Impôts sur le résultat

Le taux d'impôt effectif sur le résultat, à l'exclusion des éléments non comparables pour 2013, devrait s'établir à environ 25 %, ce qui est équivalent au taux prévu par la loi de 25 %.

Dépenses d'investissement

Dépenses d'investissement de maintien et dépenses d'investissement liées à la productivité

Pour 2013, nos dépenses d'investissement de maintien et nos dépenses d'investissement liées à la productivité estimatives, déduction faite des apports reçus, varient entre 9,0 millions de dollars et 10,0 millions de dollars.

Financement

Le financement de ces dépenses d'investissement devrait provenir des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et de la capacité d'emprunt existante. Les fonds requis aux fins des dépenses d'investissement de maintien et des dépenses d'investissement liées à la productivité ne devraient pas être touchés de manière importante par la conjoncture économique en raison de nos flux de trésorerie qui reposent en grande partie sur des contrats et de notre situation financière.

OPÉRATIONS ET SOLDES AVEC LES PARTIES LIÉES

Avant l'acquisition du 9 août 2013 des actifs acquis et la séparation de TransAlta Renewables pour devenir une entité ouverte autonome, les actifs acquis étaient gérés et exploités dans le cadre normal des activités par TransAlta conjointement avec d'autres activités et sociétés affiliées de TransAlta, mais non en tant qu'entité distincte.

Après l'acquisition, nous avons conclu certaines ententes et opérations avec TransAlta comme suit :

Convention de services de gestion et d'exploitation

En vertu de la convention de services de gestion et d'exploitation, TransAlta fournit tous les services administratifs généraux pouvant être essentiels ou souhaitables aux fins de la gestion de nos affaires. En contrepartie des services rendus, TransAlta Renewables versera à TransAlta des honoraires (les «honoraires de remboursement des services administratifs généraux») équivalant à 10,0 millions de dollars par année, rajustés annuellement pour tenir compte de la fluctuation de l'indice des prix à la consommation («IPC»). Ces honoraires de remboursement des services administratifs généraux sont payables en versements trimestriels égaux. Ils augmenteront ou diminueront selon un pourcentage équivalant à 5,0 % du montant de toute hausse ou baisse, respectivement, de notre résultat avant intérêt, impôts et amortissement total par suite de l'acquisition ou de la cession d'actifs par la Société.

Au cours des périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2013, un montant calculé au prorata de 1,5 million de dollars a été comptabilisé dans les charges opérationnelles et les frais d'entretien et d'administration par la Société au titre des honoraires de remboursement des services administratifs généraux.

TransAlta offre également des services d'exploitation et d'entretien en vertu de la convention de services de gestion et d'exploitation, qui comprennent en général tous les services pouvant être essentiels ou exigés aux fins de l'exploitation et de l'entretien de nos centrales éoliennes et hydroélectriques. TransAlta sera remboursée pour tous les frais et tous les coûts décaissés et ceux liés à des tiers, incluant les salaires et les avantages sociaux relatifs à la gestion et à l'exploitation des centrales non compris dans les honoraires de remboursement des services administratifs généraux.

La convention de services de gestion et d'exploitation a une durée initiale de 20 ans et est automatiquement renouvelée par la suite pour une durée de 5 ans après l'échéance initiale ou tout renouvellement de la convention, à moins qu'une des parties ne la résilie.

CAÉ de TransAlta

Le 9 août 2013, nous avons conclu des contrats pour chacune de nos centrales éoliennes et hydroélectriques marchandes, prévoyant l'achat par TransAlta, pour un prix fixe, de toute l'électricité produite par ces centrales marchandes. Le prix à payer par TransAlta pour la production en vertu des CAÉ de TransAlta est de 30,00 \$ par MWh pour les centrales éoliennes et de 45,00 \$ par MWh pour les centrales hydroélectriques, rajusté annuellement pour tenir compte de la fluctuation de l'IPC. TransAlta doit n'acheter que l'électricité qui est réellement produite. Chaque CAÉ de TransAlta a une durée de 20 ans ou équivalente à la fin de la durée de vie d'une immobilisation, si celle-ci est inférieure à 20 ans.

Au cours des périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2013, un montant de 3,9 millions de dollars a été comptabilisé à titre de produits des activités ordinaires par la Société pour l'électricité vendue en vertu des CAÉ de TransAlta.

Facilité de crédit liée au fonds de roulement

La Société a conclu une facilité de crédit liée au fonds de roulement non garantie de 100 millions de dollars (la «facilité liée au fonds de roulement») consentie par TransAlta à titre de prêteur. Les emprunts en vertu de la facilité liée au fonds de roulement portent intérêt au taux des acceptations bancaires, majoré d'un écart de taux de 200 points de base par année. Actuellement, le taux d'emprunt prévu est d'environ 3,25 %. La facilité liée au fonds de roulement sera obtenue aux fins générales de la Société, y compris ses besoins courants en matière de financement et de fonds de roulement.

Au 30 septembre 2013, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité liée au fonds de roulement.

Prêt à terme amortissable

Nous avons consenti un prêt à terme amortissable de 200,0 millions de dollars en faveur de TransAlta. Se reporter à la note 15 de nos états financiers.

Pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2013, un montant de 1,2 million de dollars a été comptabilisé à titre de charge d'intérêt au titre des emprunts contractés en vertu du prêt à terme amortissable. Se reporter à la note 7 de nos états financiers.

Créances clients et fournisseurs

Au 30 septembre 2013, des montants de respectivement 27,5 millions de dollars (1,0 million de dollars au 31 décembre 2012) et 20,8 millions de dollars (3,1 millions de dollars au 31 décembre 2012) étaient compris dans les créances clients et les fournisseurs relativement aux ventes d'électricité, aux charges opérationnelles et aux dépenses d'investissement, montants à recevoir de TransAlta ou de ses filiales, ou à payer à TransAlta ou à ses filiales.

Lettres de crédit

TransAlta a fourni des lettres de crédit en notre nom. Tous les montants que nous avons à payer pour des obligations en vertu de contrats, auxquels les lettres de crédit se rapportent, figurent dans les états de la situation financière consolidés résumés. Toutes les lettres de crédit arrivent à échéance à moins d'un an et seront renouvelées, au besoin, dans le cours normal des affaires. Les lettres de crédit en cours au 30 septembre 2013 totalisaient 4,5 millions de dollars (5,8 millions de dollars au 31 décembre 2012), et aucun montant (néant au 31 décembre 2012) n'a été exercé par des tiers en vertu de ces arrangements. Nous payons les intérêts et les frais associés à ces lettres de crédit. Se reporter à la note 7 de nos états financiers.

Garanties

TransAlta a conclu des contrats de garantie pour 226,5 millions de dollars en notre nom. Deux garanties totalisant 206,0 millions de dollars sont liées au parc éolien de New Richmond. Si nous ne respectons pas les dispositions des contrats connexes, la contrepartie peut présenter une réclamation de paiement de TransAlta. Nous payons les intérêts et les frais associés à ces garanties. Se reporter à la note 7 de nos états financiers.

Régimes de retraite et régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Nous n'offrons aucun régime de retraite, régime d'avantages postérieurs à l'emploi ou régime d'épargne des employés. Toutefois, les employés de TransAlta qui fournissent des services d'exploitation à la Société participent à certains régimes de retraite capitalisés dont les prestations sont fondées sur le salaire de fin de carrière et qui sont offerts par TransAlta. TransAlta offre également des régimes d'assurance-maladie et d'assurance dentaire à ses employés retraités. Il n'y a aucune entente contractuelle ou politique officielle entre la Société et TransAlta pour l'imputation des coûts nets des prestations définies. Les coûts nets des prestations de la période associés aux employés qui sont bénéficiaires des régimes de retraite et des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi sont compris dans le remboursement à TransAlta des charges opérationnelles et des frais d'entretien en vertu de la convention de services de gestion et d'exploitation. Ces coûts sont inclus dans les charges opérationnelles et les frais d'entretien et d'administration dans les comptes de résultat résumés consolidés.

Toutes les obligations en vertu de ces régimes sont des obligations de TransAlta et, par conséquent, ne sont pas incluses dans nos états de la situation financière consolidés résumés. La société mère cotise à ces régimes. Les montants versés dans ces régimes par la société mère en notre nom ne peuvent être établis.

Instruments financiers et instruments dérivés

Les instruments financiers et instruments dérivés découlant des activités de la Société sont conclus en notre nom par une autre entité de TransAlta.

RELATIONS AVEC LA SOCIÉTÉ MÈRE AVANT L'ACQUISITION

Les actifs acquis étaient auparavant gérés et exploités dans le cours normal des affaires par TransAlta, ainsi que d'autres entreprises et sociétés affiliées de TransAlta. Les états financiers n'ont pas été préparés par le passé par TransAlta pour les actifs acquis, puisque ceux-ci n'exerçaient pas leurs activités comme une entité distincte. Certains coûts partagés ont été attribués aux actifs acquis et présentés comme des charges dans les états financiers de la période antérieure à l'acquisition. La direction de TransAlta et la Société considèrent que les méthodes de répartition utilisées sont raisonnables et reflètent de façon appropriée les charges connexes attribuables aux actifs acquis; toutefois, les charges présentées dans les états financiers de la période antérieure à l'acquisition ne sont pas nécessairement représentatives des charges réelles qui auraient été engagées au cours des périodes présentées si nous avions exercé nos activités comme une entité distincte. De plus, les charges présentées dans les états financiers de la période antérieure à l'acquisition ne sont pas nécessairement représentatives des charges que nous engagerons dans l'avenir. Les transactions entre TransAlta et les actifs acquis antérieures à l'acquisition ont été identifiées comme des transactions entre parties liées dans les états financiers de la période antérieure à l'acquisition. Il est possible que les modalités des transactions entre TransAlta et ses sociétés affiliées ne soient pas identiques à celles qui résulteraient de transactions entre parties non liées. De l'avis de la direction de TransAlta, tous les ajustements nécessaires pour assurer une présentation fidèle des états financiers de la période antérieure à l'acquisition ont été effectués. Les informations additionnelles liées à la préparation des états financiers de la période antérieure à l'acquisition se présentent comme suit :

Participation nette de la société mère

La participation nette de TransAlta dans les actifs acquis est présentée à titre de «participation nette de la société mère» plutôt que de capitaux propres dans les états financiers de la période antérieure à l'acquisition, puisque TransAlta ne détenait aucune action dans les actifs acquis (les actifs acquis n'étant pas une entité juridique distincte). L'évolution de la participation nette de la société mère inclut les transferts de fonds nets et les autres transferts à la société mère et aux actifs acquis et en provenance de celle-ci et de ceux-ci.

Gestion de la trésorerie

Les actifs acquis participaient par le passé aux programmes centralisés de gestion de la trésorerie de TransAlta. Pour certains des actifs acquis, les entrées de trésorerie étaient reçues par la société mère et les débours étaient effectués par celle-ci, et tout excédent de trésorerie était conservé par TransAlta. Les variations de la trésorerie nette conservée par la société mère au titre de ces facilités sont, aux fins des états financiers de la période antérieure à l'acquisition, présentées dans les transferts nets de la société mère aux états des variations des capitaux propres. En ce qui a trait aux autres facilités d'exploitation, les entrées de trésorerie et les débours étaient gérés directement par la société qui détenait la facilité, et les fonds qui n'étaient pas nécessaires à court terme étaient transférés dans un compte bancaire centralisé, détenu par TransAlta. En outre, les transferts à la société mère et en provenance de celle-ci étaient comptabilisés dans le prêt de premier rang qui est examiné à la rubrique des prêts avec des parties liées présentée ci-après. La trésorerie conservée par TransAlta au nom des actifs acquis n'était pas conservée dans les comptes propres, mais plutôt regroupée avec la trésorerie d'autres entités de TransAlta.

Depuis l'acquisition, la trésorerie de TransAlta Renewables est conservée dans des comptes distincts qu'elle détient et n'est pas regroupée avec la trésorerie d'autres entités de TransAlta. TransAlta offre du soutien au crédit à TransAlta Renewables au moyen de la facilité liée au fonds de roulement.

Répartition des coûts du siège social

Les coûts répartis incluent, entre autres, les charges de TransAlta : le siège social, les ressources humaines, les affaires gouvernementales, les technologies de l'information, les charges immobilières partagées, les honoraires juridiques, la trésorerie, et

les prestations de retraite et les avantages postérieurs à l'emploi. Ces coûts figurent dans les charges opérationnelles et les frais d'entretien et d'administration. Les charges sont attribuées aux actifs acquis d'après les GWh de production. Veuillez noter que ces charges auraient pu être différentes si les actifs acquis avaient été une entité distincte au cours des périodes présentées. Pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2013, ces coûts avant impôts et taxes étaient de respectivement 0,2 million de dollars et 3,5 millions de dollars. Pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2012, ces coûts avant impôts et taxes étaient de respectivement 1,3 million de dollars et 6,0 millions de dollars.

Depuis l'acquisition, ces coûts sont compris dans les honoraires de remboursement des services administratifs généraux.

Impôts sur le résultat

Les états financiers consolidés historiques de TransAlta incluaient les activités des actifs acquis. Aux fins des états financiers de la période antérieure à l'acquisition, les impôts sur le résultat exigibles et différés de certains actifs acquis qui n'étaient pas détenus dans des entités juridiques distinctes étaient calculés et présentés comme s'ils se rapportaient à une entité juridique. Les impôts sur le résultat figurant dans les présentes représentent une attribution des impôts sur le résultat exigibles et différés de TransAlta à ces actifs acquis d'une manière qui est systématique, rationnelle et conforme à la méthode axée sur le bilan prescrite par les IFRS. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour tenir compte des incidences fiscales attribuables aux écarts entre la valeur comptable des actifs et des passifs existants dans les états financiers et leur valeur fiscale respective et aux reports en avant de pertes opérationnelles. Par conséquent, la somme des montants attribués aux provisions pour impôts de ces actifs acquis peut ne pas être égale à la provision consolidée historique. Les impôts sur le résultat exigible et différé pour ces actifs acquis qui étaient détenus dans des entités juridiques distinctes représentent les impôts sur le résultat liés à cette entité juridique, y compris les actifs d'impôt différé comptabilisés pour tenir compte de l'économie prévue au titre des pertes disponibles aux fins d'un report en avant, dans la mesure où il est probable que les pertes pourront être appliquées à un résultat imposable futur.

Depuis l'acquisition, les impôts sur le résultat exigibles et différés sont calculés et présentés en fonction des entités juridiques constituant le groupe consolidé.

Régimes de retraite et régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Nous n'offrons aucun régime de retraite, régime d'avantages postérieurs à l'emploi ou régime d'épargne des employés. Toutefois, les employés de TransAlta fournissant des services d'exploitation aux actifs acquis participaient à certains régimes de retraite capitalisés dont les prestations sont fondées sur le salaire de fin de carrière et qui sont offerts par TransAlta. TransAlta offre également des régimes d'assurance-maladie et d'assurance dentaire à ses employés retraités. Il n'y a aucune entente contractuelle ou politique officielle entre les actifs acquis et TransAlta pour l'imputation des coûts nets des prestations définies (il est à noter que les actifs acquis sont constitués de parties de plusieurs entités juridiques).

Toutes les obligations en vertu de ces régimes sont des obligations de TransAlta et, par conséquent, ne sont pas incluses dans les états financiers de la période antérieure à l'acquisition. TransAlta attribuait aux actifs acquis les coûts nets des prestations de la période associés aux employés qui sont bénéficiaires des régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi. Ces coûts figurent dans les charges opérationnelles et les frais d'entretien et d'administration dans les états financiers de la période antérieure à l'acquisition.

Depuis la date d'acquisition, ces coûts sont compris dans le remboursement des charges opérationnelles et des frais d'entretien accordé à TransAlta en vertu de la convention de services de gestion et d'exploitation.

Instruments financiers et instruments dérivés

Les instruments financiers et instruments dérivés découlant des activités des actifs acquis sont conclus au nom des actifs acquis par une autre entité de TransAlta.

Prêts avec des parties liées

Avant l'acquisition, des conventions d'emprunt existaient entre notre filiale CHD et TransAlta ou certaines filiales de TransAlta. Tous les prêts ne portent pas intérêt et sont remboursables à vue. Les montants à recevoir (à payer) sont présentés ci-dessous :

Aux	30 sept. 2013	31 déc. 2012
Prêt de premier rang avec TransAlta ¹	-	14 254
Prêt avec une filiale de TransAlta ²	-	117 811
Prêt avec une filiale de TransAlta ³	-	(894)

1) Montant maximum de 300 millions de dollars.

2) Montant maximum de 150 millions de dollars.

3) Montant maximum de 20 millions de dollars.

Dans le cadre de l'acquisition, ces prêts ont été reclassés dans la participation nette de la société mère ou payés en espèces.

CHANGEMENTS COMPTABLES DE L'EXERCICE

Adoption de nouvelles normes IFRS ou de normes IFRS modifiées

Le 1^{er} janvier 2013, nous avons adopté les nouvelles normes comptables suivantes qui ont été publiées par l'International Accounting Standards Board («IASB») :

IFRS 10, États financiers consolidés

L'IFRS 10 remplace les sections de la norme comptable internationale («IAS») 27, *États financiers consolidés et individuels*, qui abordent les états financiers consolidés, et la Standing Interpretations Committee («SIC») Interpretation 12, *Consolidation – Entités ad hoc*. L'IFRS 10 définit le principe de contrôle, établit le contrôle comme étant la base pour déterminer si les entités doivent être consolidées et fournit des lignes directrices sur la manière d'appliquer le principe de contrôle afin de déterminer si un investisseur contrôle une entité détenue. Selon l'IFRS 10, un investisseur exerce un contrôle sur une entité lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies : i) il exerce un pouvoir sur l'entité émettrice, ii) il est exposé ou a droit aux rendements variables découlant de l'entité et iii) il a la capacité d'influer sur les rendements qu'il obtient.

Nous avons appliqué rétrospectivement l'IFRS 10 en réévaluant si, le 1^{er} janvier 2013, nous détenions le contrôle de toutes nos entités consolidées auparavant. Par suite de l'adoption de l'IFRS 10, aucun changement n'est survenu dans les entités contrôlées et consolidées.

IFRS 11, Partenariats

L'IFRS 11 remplace l'IAS 31, *Participation dans des coentreprises*, et la SIC-13, *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*. L'IFRS 11 présente une approche fondée sur les principes aux fins de la comptabilisation des partenariats selon laquelle l'entité doit comptabiliser ses droits et obligations contractuels découlant de sa participation à des

partenariats. Un partenariat est une entreprise sur laquelle deux parties ou plus exercent un contrôle conjoint. En vertu de l'IFRS 11, les partenariats sont classés soit comme une entreprise commune, soit comme une coentreprise, tandis que, selon l'IAS 31, ils étaient classés comme un actif contrôlé conjointement, une activité contrôlée conjointement ou une entité contrôlée conjointement. Selon l'IFRS 11, il faut utiliser la méthode de la mise en équivalence pour la comptabilisation des participations dans les coentreprises, alors que l'IAS 31 permettait de choisir entre la méthode de la mise en équivalence et la méthode de la consolidation proportionnelle pour la comptabilisation des entités contrôlées conjointement. Dans le cas des entreprises communes, selon l'IFRS 11, chaque partie comptabilise la quote-part de ses actifs, passifs, produits et charges du partenariat, ce qui entraîne généralement l'utilisation de la méthode de la consolidation proportionnelle.

Nous avons appliqué l'IFRS 11 rétrospectivement en réévaluant les types de partenariats et avons comptabilisé chaque partenariat au 1^{er} janvier 2013. Cette application n'a pas eu d'incidence importante.

IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*

L'IFRS 12 vise à accroître les informations à fournir à l'égard des intérêts que détient une entité dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées et des entités structurées consolidées et non consolidées (entités ad hoc). L'IFRS 12 vise à ce que l'entité fournisse des informations qui aideront les utilisateurs des états financiers à évaluer la nature de ses intérêts dans d'autres entités et les risques qui y sont associés ainsi que l'incidence de ces intérêts sur ses états financiers. Les informations à fournir découlant de l'adoption de l'IFRS 12 figurent à la note 10 de nos états financiers.

IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*

L'IFRS 13 établit des lignes directrices uniques pour toutes les évaluations de la juste valeur exigées par d'autres normes IFRS, clarifie la définition de la juste valeur et accroît les informations à fournir sur les évaluations de la juste valeur. L'IFRS 13 s'applique lorsque d'autres IFRS imposent ou permettent des évaluations de la juste valeur ou la communication d'informations à leur sujet. L'IFRS 13 précise comment une entité doit évaluer la juste valeur et communiquer de l'information à cet égard, mais ne précise pas quand elle doit évaluer un actif, un passif ou ses propres instruments de capitaux propres à la juste valeur. Notre adoption prospective de l'IFRS 13 le 1^{er} janvier 2013 n'a pas eu d'incidence financière importante sur sa situation financière ou ses résultats opérationnels consolidés; toutefois, certaines informations additionnelles ou plus détaillées doivent être fournies et sont présentées à la note 11 de nos états financiers.

IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*

Les modifications apportées à l'IFRS 7 comprennent la présentation d'informations sur tous les instruments financiers comptabilisés qui sont compensés selon l'IAS 32. Les modifications exigent également la présentation d'informations sur les instruments financiers comptabilisés faisant l'objet d'accords de compensation globale exécutoires et d'autres accords semblables même s'ils ne sont pas compensés selon l'IAS 32. Cette application n'a pas eu d'incidence importante.

Améliorations annuelles de 2009 à 2011

En mai 2012, l'IASB a publié un recueil de modifications non urgentes mais nécessaires qui ont été apportées à plusieurs IFRS dans le cadre de son processus d'améliorations annuelles. Nous avons appliqué les modifications, le cas échéant, le 1^{er} janvier 2013. Les modifications, généralement de nature technique et ayant une portée étroite, n'ont eu aucune incidence importante sur la situation financière consolidée ou les résultats opérationnels consolidés de la société.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

Les nouvelles normes comptables ou les normes comptables modifiées qui ont déjà été publiées par l'IASB, mais qui ne sont pas encore en vigueur et qui n'ont pas encore été appliquées sont les suivantes : IFRS 9, *Instruments financiers*, IAS 32, *Instruments financiers : Présentations et Entités d'investissement* (modifications à l'IFRS 10, l'IFRS 11 et l'IAS 27). Se reporter aux états financiers cumulés audités de l'entreprise à l'égard des actifs acquis, figurant dans le prospectus ordinaire définitif publié sur SEDAR, pour obtenir de plus amples renseignements.

MESURES CONFORMES AUX IFRS ADDITIONNELLES

Une mesure conforme aux IFRS additionnelles est un poste, une rubrique ou un total partiel qui facilite la compréhension des états financiers, mais qui ne constitue pas un poste minimum selon les IFRS, ou une mesure financière qui facilite la compréhension des états financiers, mais qui n'est pas présentée dans ces derniers. Nous avons ajouté les postes intitulés «Marge brute» et «Produits opérationnels (pertes opérationnelles)» à nos comptes du résultat consolidés résumés pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes les 30 septembre 2013 et 2012. La présentation de ces postes fournit à la direction et aux investisseurs une mesure de la performance opérationnelle qui est facilement comparable d'une période à l'autre.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Nous évaluons notre rendement et le rendement de nos secteurs opérationnels selon diverses mesures. Les mesures qui sont analysées ci-après, et ailleurs dans le présent rapport de gestion, ne sont pas définies selon les IFRS et, par conséquent, ne doivent pas être considérées isolément ou comme une mesure de remplacement du résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires ou des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ou comme une mesure plus significative de ceux-ci, ainsi qu'ils sont calculés selon les IFRS, aux fins de l'évaluation de notre rendement financier ou de notre situation de trésorerie. Ces mesures non conformes aux IFRS ne sont pas nécessairement comparables aux mesures intitulées de façon similaire par d'autres sociétés.

La présentation du résultat aux fins de comparaison, de la marge brute aux fins de comparaison, des produits opérationnels aux fins de comparaison et du BAIIA aux fins de comparaison d'une période à l'autre fournit à la direction et aux investisseurs des informations supplémentaires et leur permet d'en évaluer les tendances par rapport aux résultats des périodes antérieures.

Les autres ajustements apportés au résultat, comme ceux inclus pour calculer le résultat aux fins de comparaison, ont également été exclus étant donné que la direction croit que ces transactions ne sont pas représentatives de nos activités commerciales. Pour calculer le résultat par action aux fins de comparaison, on utilise le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Résultat net aux fins de comparaison

Le rapprochement du résultat net aux fins de comparaison et du résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires est présenté ci-dessous :

	Trois mois clos les 30 sept.		Neuf mois clos les 30 sept.	
	2013	2012	2013	2012
Résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires	1 207	2 812	34 723	13 569
Imputation pour dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts et taxes	2 747	-	2 747	9 387
Profit à la vente d'actifs, déduction des impôts et taxes	-	-	-	(2 250)
Résultat net aux fins de comparaison	3 954	2 812	37 470	20 706
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période	114,7	114,7	114,7	114,7
Résultat net par action aux fins de comparaison	0,03	0,02	0,33	0,18

À des fins de comparaison, les actions ordinaires émises en vertu du placement, y compris l'option de surallocation, sont présumées être en circulation au début de chaque période présentée, notamment les périodes antérieures à l'acquisition. Nous n'avons pas d'instrument dilutif ou potentiellement dilutif.

Produits opérationnels aux fins de comparaison

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement des produits opérationnels aux fins de comparaison :

	Trois mois clos les 30 sept.		Neuf mois clos les 30 sept.	
	2013	2012	2013	2012
Produits opérationnels	9 105	10 104	71 176	39 055
Imputation pour dépréciation d'actifs	3 663	-	3 663	13 000
Produits opérationnels aux fins de comparaison	12 768	10 104	74 839	52 055

BAIIA aux fins de comparaison

La présentation du BAIIA aux fins de comparaison d'une période à l'autre fournit à la direction et aux investisseurs des indications sur le montant des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles avant la charge d'intérêt nette, les participations ne donnant pas le contrôle, les impôts sur le résultat et les ajustements du fonds de roulement.

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement du BAIIA aux fins de comparaison et des produits opérationnels :

	Trois mois clos les 30 sept.		Neuf mois clos les 30 sept.	
	2013	2012	2013	2012
Produits opérationnels	9 105	10 104	71 176	39 055
Imputation pour dépréciation d'actifs	3 663	-	3 663	13 000
Amortissement	16 324	18 661	55 830	55 583
BAIIA aux fins de comparaison	29 092	28 765	130 669	107 638

Fonds provenant des activités opérationnelles

La présentation des fonds provenant des activités opérationnelles d'une période à l'autre fournit à la direction et aux investisseurs des indications sur le montant des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, avant les variations du fonds de roulement, et facilite l'évaluation des tendances des flux de trésorerie par rapport aux résultats des périodes antérieures.

	Trois mois clos les 30 sept.		Neuf mois clos les 30 sept.	
	2013	2012	2013	2012
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	25 172	23 286	124 138	80 343
Variation des soldes hors trésorerie du fonds de roulement liés aux activités opérationnelles	(3 237)	(1 969)	(15 248)	6 425
Fonds provenant des activités opérationnelles	21 935	21 317	108 890	86 768
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période	114,7	114,7	114,7	114,7
Fonds provenant des activités opérationnelles par action	0,19	0,19	0,95	0,76

À des fins de comparaison, les actions ordinaires émises en vertu du placement, y compris l'option de surallocation, sont présumées être en circulation au début de chaque période présentée, notamment les périodes antérieures à l'acquisition. Nous n'avons pas d'instrument dilutif ou potentiellement dilutif.

Liquidités disponibles à des fins de distribution

Les liquidités disponibles à des fins de distribution représentent les liquidités provenant des activités opérationnelles générées par notre entreprise, avant les variations du fonds de roulement, et dont nous disposons pour investir dans des projets de croissance, effectuer les remboursements de capital prévus des emprunts, verser des dividendes sur actions ordinaires additionnels ou racheter des actions ordinaires. Les variations du fonds de roulement sont exclues de manière à ne pas fausser les flux de trésorerie disponibles en ce qui a trait aux variations qui sont considérées comme temporaires, reflétant, entre autres, l'incidence des facteurs saisonniers et le calendrier des projets d'investissement.

Les dépenses d'investissement de maintien et les dépenses d'investissement liées à la productivité pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2013 représentent le total des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles d'après les tableaux des flux de trésorerie consolidés résumés, moins des montants de respectivement 0,7 million de dollars et 30,4 millions de dollars que nous avons investis dans des projets de croissance.

Le rapprochement des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et des liquidités disponibles à des fins de distribution est présenté ci-dessous :

	Trois mois clos les 30 sept.		Neuf mois clos les 30 sept.	
	2013	2012	2013	2012
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	25 172	23 286	124 138	80 343
Ajouter (déduire) :				
Variations des soldes hors trésorerie du fonds de roulement liés aux activités opérationnelles	(3 237)	(1 969)	(15 248)	6 425
Dépenses d'investissement de maintien et dépenses d'investissement liées à la productivité	(1 372)	(668)	(4 740)	(3 948)
Distributions versées aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle de filiales	(510)	(462)	(2 772)	(2 730)
Remboursements prévus du capital de la dette	-	(133)	-	(433)
Liquidités disponibles à des fins de distribution	20 053	20 054	101 378	79 657

Nous visons à maintenir des soldes de trésorerie et des facilités de crédit liées au fonds de roulement suffisants pour financer les sorties de fonds nettes liées à nos activités de la période.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport de gestion, les documents intégrés par renvoi ainsi que d'autres rapports et documents déposés auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières comprennent des énoncés prospectifs. Tous les énoncés prospectifs reposent sur nos croyances ainsi que sur des hypothèses fondées sur l'information disponible au moment où elles sont formulées et sur l'expérience de la direction et la perception des tendances passées, de la conjoncture et des faits nouveaux prévus ainsi que sur d'autres facteurs jugés appropriés dans les circonstances. Ces énoncés prospectifs ne présentent pas des faits, mais seulement des prédictions et peuvent généralement être reconnus par l'emploi d'énoncés comprenant des termes tels que «pouvoir», «pourrait», «croire», «s'attendre à», «projeter», «avoir l'intention de», «planifier», «prévoir», «éventuel», «permettre», «continuer de» ou d'autres termes comparables. Ces énoncés ne sont pas des garanties de notre rendement futur et sont assujettis à des risques, à des incertitudes et à d'autres facteurs importants qui peuvent faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de manière importante des résultats envisagés.

En particulier, le présent rapport de gestion renferme des énoncés prospectifs ayant trait à nos activités et à notre performance financière anticipée, par exemple : la clôture de l'acquisition de la centrale éolienne dans le Wyoming; le calendrier et l'achèvement et la mise en service de projets en cours, y compris les projets d'envergure et leurs coûts connexes; les dépenses engagées dans la croissance et des projets d'investissement de maintien et de productivité; les attentes en termes de coûts opérationnels, de dépenses d'investissement et de coûts d'entretien, et la variabilité de ces coûts; l'incidence de certaines couvertures sur le résultat et les flux de trésorerie futurs; les attentes relatives au résultat futur et aux flux de trésorerie futurs liés aux activités opérationnelles et activités contractuelles; les attentes quant à la demande d'électricité à court et à long terme et son incidence sur les prix de l'électricité; l'incidence prévue du nombre moins élevé de révisions générales, de la croissance de la charge et de la capacité accrue sur les prix de l'électricité; les attentes à l'égard de la disponibilité du secteur Production, de la capacité et de la production; le financement prévu de nos dépenses d'investissement; la réglementation et la législation gouvernementales prévues et leur incidence prévue sur la société, ainsi que le coût lié au respect de celles-ci; notre stratégie commerciale et le risque qu'elle comporte; les estimations des taux d'imposition futurs et de la charge d'impôts futurs ainsi que le caractère adéquat des provisions pour impôts; les estimations comptables; les taux de croissance prévus sur nos marchés; les attentes au titre de l'issue des réclamations contractuelles ou réclamations juridiques existantes ou éventuelles; les attentes quant à la capacité d'avoir accès aux marchés financiers à des conditions raisonnables; l'incidence estimée des fluctuations de taux d'intérêt et du dollar canadien par rapport au dollar américain; la surveillance de notre exposition au risque de liquidité; les attentes quant à la conjoncture économique mondiale; et nos pratiques de crédit.

Parmi les facteurs qui peuvent avoir des effets défavorables sur nos énoncés prospectifs, on compte les risques concernant : les cadres politiques et réglementaires dans les territoires où nous exerçons des activités; les exigences en matière d'environnement et les changements apportés à ces exigences ou les responsabilités en découlant; l'évolution de la conjoncture économique, y compris les fluctuations des taux d'intérêt; les risques opérationnels liés à nos centrales, y compris les interruptions non planifiées dans nos centrales; les interruptions du transport et de la distribution de l'électricité; les incidences climatiques; les interruptions de l'approvisionnement en eau ou en vent nécessaire pour exploiter nos centrales; les catastrophes naturelles; la menace posée par le terrorisme intérieur et les cyberattaques; les pannes de matériel et notre capacité à procéder aux réparations dans des délais raisonnables et de manière rentable; les risques et la concurrence dans le secteur d'activité; les fluctuations de la valeur des monnaies étrangères; le besoin de financement supplémentaire; la subordination structurelle des titres; le risque de crédit lié aux contreparties; la garantie d'assurance; notre provision pour impôts sur le résultat; les instances judiciaires et contractuelles impliquant la société; la dépendance à l'égard du personnel clé; les questions de relations de travail; les projets de mise en valeur et les acquisitions; et la réception des approbations réglementaires applicables à l'égard de la clôture de l'acquisition dans le

Wyoming. Les facteurs de risque qui précèdent, entre autres, sont décrits plus en détail à la rubrique «Facteurs de risque» de notre prospectus ordinaire définitif disponible sur SEDAR.

Les lecteurs sont priés d'examiner ces facteurs attentivement dans leur évaluation des énoncés prospectifs et sont avisés de ne pas se fier outre mesure à ceux-ci. Les énoncés prospectifs compris dans le présent rapport de gestion ne sont formulés qu'à la date de celui-ci. Sauf dans la mesure où les lois applicables l'exigent, nous déclinons toute obligation de les mettre à jour publiquement à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement. Compte tenu de ces risques, de ces incertitudes et de ces hypothèses, les événements projetés pourraient avoir une portée différente ou survenir à un autre moment que celui que nous avons indiqué, ou pourraient ne pas se produire. Nous ne pouvons garantir que les résultats et événements projetés se matérialiseront.

TRANSALTA RENEWABLES INC.
COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Non audité	Trois mois clos les 30 septembre		Neuf mois clos les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Produits des activités ordinaires	32 312	34 732	144 642	130 364
Incitatifs gouvernementaux (note 3)	3 542	3 892	15 547	16 575
Produits tirés des contrats de location (note 4)	7 681	3 272	15 203	5 534
Total des produits des activités ordinaires	43 535	41 896	175 392	152 473
Redevances et autres (note 5)	2 528	2 662	9 854	9 653
Marge brute	41 007	39 234	165 538	142 820
Activités opérationnelles, entretien et administration (note 5)	10 015	8 718	29 326	29 901
Amortissement	16 324	18 661	55 830	55 583
Imputation pour dépréciation d'actifs (note 6)	3 663	-	3 663	13 000
Impôts et taxes, autres que les impôts sur le résultat	1 900	1 751	5 543	5 281
Produits opérationnels	9 105	10 104	71 176	39 055
Profit (perte) de change	430	1 131	(891)	561
Charge d'intérêt nette (note 7)	(7 467)	(7 257)	(22 044)	(20 594)
Autres produits (charges)	(1)	-	222	652
Profit à la vente d'actifs (note 8)	-	-	-	3 000
Résultat avant impôts sur le résultat	2 067	3 978	48 463	22 674
Charge d'impôts sur le résultat (note 9)	387	712	11 928	7 343
Résultat net	1 680	3 266	36 535	15 331
Résultat net attribuable :				
Aux porteurs d'actions ordinaires	1 207	2 812	34 723	13 569
À la participation ne donnant pas le contrôle (note 10)	473	454	1 812	1 762
	1 680	3 266	36 535	15 331
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires				
en circulation au cours de la période (en millions) (note 18)	114,7	114,7	114,7	114,7
Résultat net par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires, de base et dilué (note 18)	0,01	0,02	0,30	0,12

Voir les notes jointes.

TRANSALTA RENEWABLES INC.
ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

(en milliers de dollars canadiens)

Non audité	Trois mois clos les 30 septembre		Neuf mois clos les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Résultat net	1 680	3 266	36 535	15 331
Profits (pertes) sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, déduction faite des impôts et taxes ¹	30	(1 356)	74	(3 083)
Reclassement des pertes sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie dans les actifs non financiers, déduction faite des impôts et taxes ²	-	2 166	1 265	3 040
Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	30	810	1 339	(43)
Profits (pertes) sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, déduction faite des impôts et taxes ³	(5)	358	34	634
Reclassement en résultat net des profits sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, déduction faite des impôts et taxes ⁴	(35)	(184)	(250)	(1 167)
Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	(40)	174	(216)	(533)
Autres éléments du résultat global	(10)	984	1 123	(576)
Total du résultat global	1 670	4 250	37 658	14 755
Total du résultat global attribuable :				
Aux porteurs d'actions ordinaires	1 197	3 796	35 846	12 993
À la participation ne donnant pas le contrôle	473	454	1 812	1 762
	1 670	4 250	37 658	14 755

1) Déduction faite de la charge d'impôts sur le résultat de 10 \$ et de 25 \$ pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2013 (recouvrement de 420 \$ et de 1 026 \$ en 2012), respectivement.

2) Déduction faite du recouvrement d'impôts sur le résultat de néant et de 422 \$ pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2013 (recouvrement de 722 \$ et de 1 013 \$ en 2012), respectivement.

3) Déduction faite d'impôts sur le résultat de néant et d'une charge d'impôts sur le résultat de 11 \$ pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2013 (charge de 120 \$ et de 284 \$ en 2012), respectivement.

4) Déduction faite du recouvrement d'impôts sur le résultat de 2 \$ et de la charge d'impôts sur le résultat de 137 \$ pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2013 (charge de 61 \$ et de 397 \$ en 2012), respectivement.

Voir les notes jointes.

TRANSALTA RENEWABLES INC.
ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
(en milliers de dollars canadiens)

Non audité	30 sept. 2013	31 déc. 2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie (<i>note 11</i>)	6 600	3 205
Créances clients (<i>notes 11 et 22</i>)	45 786	42 407
Charges payées d'avance	3 808	2 157
Actifs de gestion du risque (<i>note 11</i>)	60	944
Impôts sur le résultat à recevoir	854	674
Stocks	114	157
Somme à recevoir de parties liées (<i>notes 11 et 23</i>)	-	131 171
	57 222	180 715
Immobilisations corporelles (<i>note 12</i>)		
Coût	2 010 120	2 184 118
Amortissement cumulé	(295 538)	(245 621)
	1 714 582	1 938 497
Immobilisations incorporelles (<i>note 13</i>)	107 048	113 261
Actifs de gestion du risque (<i>note 11</i>)	13	-
Autres actifs (<i>note 14</i>)	3 071	4 933
Total de l'actif	1 881 936	2 237 406
Dettes fournisseurs et charges à payer (<i>notes 11 et 22</i>)	40 800	36 316
Passifs de gestion du risque (<i>note 11</i>)	9	7
Impôts sur le résultat à payer	832	-
Dividendes à verser	14 333	-
Partie courante de la dette à long terme (<i>notes 11,15 et 22</i>)	21 636	-
	77 610	36 323
Dette à long terme (<i>notes 11, 15 et 22</i>)	552 969	372 733
Provisions pour frais de démantèlement (<i>note 16</i>)	12 577	10 945
Produits différés (<i>note 17</i>)	7 083	7 544
Passifs d'impôt différé	143 585	110 186
Passifs de gestion du risque (<i>note 11</i>)	51	63
Participation nette de la société mère	-	1 660 166
Actions ordinaires (<i>note 18</i>)	1 223 845	-
Résultats non distribués	(175 393)	-
Cumul des autres éléments du résultat global	153	(970)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	1 048 605	1 659 196
Participation ne donnant pas le contrôle (<i>note 10</i>)	39 456	40 416
Total des capitaux propres	1 088 061	1 699 612
Total du passif et des capitaux propres	1 881 936	2 237 406

Engagements et éventualités (*note 21*)

Événements ultérieurs (*note 24*)

Voir les notes jointes.

TRANSALTA RENEWABLES INC.
ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
(en milliers de dollars canadiens)

Neuf mois clos le 30 septembre 2013

Non audité	Participation nette de la société mère	Actions ordinaires	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Attribuable aux actionnaires	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 31 décembre 2012	1 660 166	-	-	(970)	1 659 196	40 416	1 699 612
Résultat net ¹⁾	35 487	-	(764)	-	34 723	1 812	36 535
Autres éléments du résultat global	-	-	-	1 123	1 123	-	1 123
Total du résultat global	35 487	-	(764)	1 123	35 846	1 812	37 658
Évolution du capital investi par la société mère (note 2)	(682 231)	-	(154 877)	-	(837 108)	-	(837 108)
Émission d'actions à la société mère (note 18)	(1 013 422)	1 013 422	-	-	-	-	-
Conclusion d'un appel public à l'épargne (note 18)	-	210 423	-	-	210 423	-	210 423
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	(19 752)	-	(19 752)	-	(19 752)
Distributions aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	(2 772)	(2 772)
Solde au 30 septembre 2013	-	1 223 845	(175 393)	153	1 048 605	39 456	1 088 061

1) Le résultat net pour la période est divisé entre la participation nette de la société mère pour la période antérieure au 9 août 2013 et les résultats non distribués pour la période après la création de la société.

Neuf mois clos le 30 septembre 2012

Non audité	Participation nette de la société mère	Cumul des autres éléments du résultat global	Total de la participation nette de la société mère	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 31 décembre 2011	1 635 254	(3 503)	1 631 751	40 889	1 672 640
Résultat net	13 569	-	13 569	1 762	15 331
Autres éléments du résultat global	-	(576)	(576)	-	(576)
Total du résultat global	13 569	(576)	12 993	1 762	14 755
Transferts nets à la société mère	(22 516)	-	(22 516)	-	(22 516)
Distributions aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle	-	-	-	(1 989)	(1 989)
Solde au 30 septembre 2012	1 626 307	(4 079)	1 622 228	40 662	1 662 890

Voir les notes jointes.

TRANSALTA RENEWABLES INC.
TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
(en milliers de dollars canadiens)

Non audité	Trois mois clos les 30 sept.		Neuf mois clos les 30 sept.	
	2013	2012	2013	2012
Activités opérationnelles				
Résultat net	1 680	3 266	36 535	15 331
Amortissement	16 324	18 661	55 830	55 583
Profit à la vente d'actifs (note 8)	-	-	-	(3 000)
Désactualisation des provisions (notes 7 et 16)	231	167	640	547
Frais de démantèlement et de remise en état réglés	-	(16)	-	(115)
Charge d'impôt différé (note 9)	313	712	10 667	6 621
(Profit) perte latent de change	(430)	(2 147)	689	(1 944)
(Profit) perte latent sur les activités de gestion du risque (note 11)	(226)	453	(105)	(92)
Provisions	-	(100)	-	(100)
Imputation pour dépréciation d'actifs (note 6)	3 663	-	3 663	13 000
Crédits différés	180	(75)	-	(231)
Autres éléments sans effet de trésorerie	200	396	971	1 168
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles avant variations du fonds de roulement	21 935	21 317	108 890	86 768
Variation des soldes hors trésorerie du fonds de roulement liés aux activités opérationnelles (note 19)	3 237	1 969	15 248	(6 425)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	25 172	23 286	124 138	80 343
Activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations corporelles (note 12)	(1 827)	(46 727)	(35 012)	(99 914)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(287)	64	(138)	(422)
Produit de la vente d'actifs	-	-	-	264
Variation des autres actifs	(289)	(111)	-	830
Profit (perte) réalisé découlant de la gestion du risque	81	1 424	2 416	(5 336)
Variation des soldes hors trésorerie du fonds de roulement liés aux activités d'investissement	(1 478)	(7 237)	(22 255)	(9 334)
Divers	301	-	301	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(3 499)	(52 587)	(54 688)	(113 912)
Activités de financement				
Remboursement de la participation nette de la société mère et des avances des parties liées (note 23)	(10 136)	28 714	(56 762)	35 071
Remboursements de la dette à long terme (note 15)	-	(133)	-	(433)
Produit net tiré de l'émission d'actions ordinaires (note 18)	206 898	-	206 898	-
Remboursement du billet relatif à la clôture et du billet relatif à l'acquisition à TransAlta	(208 000)	-	(208 000)	-
Dividendes versés sur les actions ordinaires (note 18)	(5 419)	-	(5 419)	-
Distributions aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle (note 10)	(510)	(462)	(2 772)	(2 730)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(17 167)	28 119	(66 055)	31 908
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	4 506	(1 182)	3 395	(1 661)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	2 094	3 511	3 205	3 990
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	6 600	2 329	6 600	2 329
Impôts sur le résultat au comptant payés	227	345	607	1 067
Intérêts au comptant payés	6 072	5 780	22 313	20 137

Voir les notes jointes.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS (NON AUDITÉ)

(Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

1. HISTORIQUE ET MÉTHODES COMPTABLES

A. Création de la société

TransAlta Renewables Inc. (la «société» ou «TransAlta Renewables») a été constituée en société le 28 mai 2013 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et a été créée pour détenir un portefeuille d'installations de production d'énergie renouvelable. La société n'a pas exercé d'activités dans la période allant de la date de création jusqu'au 9 août 2013, date à laquelle elle a acquis indirectement 28 actifs de production hydroélectrique et éolienne (les «actifs acquis») auprès de TransAlta Corporation («TransAlta» ou la «société mère») (l'«acquisition») et a réalisé un premier appel public à l'épargne de 22,1 millions d'actions ordinaires (voir la note 2).

B. Base d'établissement

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (les «états financiers») comprennent les comptes de la société et, depuis le 9 août 2013, des filiales sur lesquelles elle exerce un contrôle, soit Canadian Hydro Developers Inc. («CHD») et Western Sustainable Power Inc. («WSP»). Les présents états financiers comprennent également les états financiers cumulés des actifs acquis pour toutes les périodes antérieures à l'acquisition, car les actifs acquis sont contrôlés *in fine* par TransAlta avant et après l'acquisition et les activités n'ont subi aucun changement important (voir la note 2).

Les présents états financiers ont été dressés conformément à la norme comptable internationale («IAS») 34, *Information financière intermédiaire*, au moyen des mêmes méthodes comptables que celles utilisées dans les états financiers cumulés audités de l'entreprise relativement aux actifs acquis, figurant dans le prospectus ordinaire définitif de la société publié sur SEDAR, exception faite de ce qui est décrit à la note 1 D).

Les présents états financiers ont été préparés sur la base du coût historique, sauf pour certains actifs et passifs financiers, qui sont présentés à la juste valeur.

Les présents états financiers reflètent tous les ajustements qui consistent en ajustements et charges récurrents réguliers qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires pour une présentation fidèle des résultats. Les résultats de la société sont en partie à caractère saisonnier en raison de la nature même de l'électricité, qui ne peut être entreposée, et de la nature des ressources d'énergie éolienne et hydroélectrique au fil de l'eau, qui fluctuent en fonction des saisons et des variations météorologiques annuelles. Habituellement, les centrales hydroélectriques au fil de l'eau produisent la majorité de leur électricité et génèrent la majorité de leurs produits durant les mois de printemps et d'été alors que la fonte des neiges alimente les bassins hydrographiques et les rivières. Inversement, les vents sont plus forts généralement durant les mois froids d'hiver lorsque la densité de l'air est à son maximum.

Les présents états financiers sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la société. Toutes les informations financières présentées dans les tableaux en dollars canadiens ont été arrondies au millier près, à moins d'indication contraire.

Le conseil d'administration a approuvé la publication des présents états financiers le 29 octobre 2013.

C. Base d'établissement avant l'acquisition

Les états financiers comparatifs au 31 décembre 2012 et pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2012, et les états financiers de la période du 1^{er} janvier 2013 au 8 août 2013 ont été préparés selon l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, au moyen des mêmes méthodes comptables que celles utilisées dans les états financiers cumulés audités de l'entreprise relativement aux actifs acquis, figurant dans le prospectus ordinaire définitif publié sur SEDAR, sauf comme il est décrit à la note 1 D), et le cadre de présentation de l'information financière précisé au paragraphe 6 de l'article 3.11 du Règlement 52-107 sur les principes comptables et normes d'audit acceptables pour les états financiers détachés.

Par le passé, des états financiers n'ont pas été préparés pour les actifs acquis, puisqu'ils n'étaient pas exploités comme une entreprise distincte de TransAlta. Par conséquent, les états financiers pour les périodes antérieures à l'acquisition reflètent les états financiers des actifs acquis d'une manière conforme à celle utilisée par TransAlta pour gérer les actifs acquis et comme si les actifs acquis avaient été une entreprise distincte. Tous les actifs et passifs importants se rapportant spécifiquement aux actifs acquis, et tous les produits et charges importants attribuables spécifiquement aux actifs acquis et toutes les répartitions des frais généraux ont été présentés dans les états financiers pour les périodes antérieures à l'acquisition. Les états financiers pour les périodes antérieures à l'acquisition peuvent ne pas refléter nécessairement la situation financière, les résultats des activités opérationnelles ou les flux de trésorerie que les actifs acquis auraient pu enregistrer dans le passé s'ils avaient été une entreprise distincte au cours des périodes antérieures à l'acquisition (voir la note 23).

D. Adoption de nouvelles normes IFRS ou de normes IFRS modifiées

Le 1^{er} janvier 2013, la société a adopté les nouvelles normes comptables suivantes qui ont été publiées par l'International Accounting Standards Board («IASB») :

I. IFRS 10, États financiers consolidés

L'IFRS 10 remplace les sections de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, qui abordent les états financiers consolidés, et la Standing Interpretations Committee («SIC») Interpretation 12, *Consolidation – Entités ad hoc*. L'IFRS 10 définit le principe de contrôle, établit le contrôle comme étant la base pour déterminer si les entités doivent être consolidées et fournit des lignes directrices sur la manière d'appliquer le principe de contrôle afin de déterminer si un investisseur contrôle une entreprise détenue. Selon l'IFRS 10, un investisseur exerce un contrôle sur une entité lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies : i) il exerce un pouvoir sur l'entité détenue, ii) il est exposé ou a droit aux rendements variables découlant de l'entité et iii) il a la capacité d'influer sur les rendements qu'il obtient.

L'IFRS 10 a été appliquée rétrospectivement par la société, qui a réévalué si, au 1^{er} janvier 2013, elle détenait le contrôle de toutes les entités qu'elle consolidait précédemment. Aucun changement relatif aux entités contrôlées et consolidées par la société n'est survenu à la suite de l'adoption de l'IFRS 10.

II. IFRS 11, Partenariats

L'IFRS 11 remplace l'IAS 31, *Participation dans des coentreprises*, et la SIC-13, *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*. L'IFRS 11 présente une approche fondée sur les principes aux fins de la comptabilisation des partenariats selon laquelle l'entité doit comptabiliser ses droits et obligations contractuels découlant de sa participation à des partenariats. Un partenariat est une entreprise sur laquelle deux parties ou plus exercent un contrôle conjoint. En vertu de l'IFRS 11, les partenariats sont classés soit comme une entreprise commune, soit comme une coentreprise, tandis que, selon l'IAS 31, ils étaient classés comme un actif contrôlé conjointement, une activité contrôlée conjointement ou une entité contrôlée conjointement. Selon l'IFRS 11, il faut utiliser la méthode de la mise en équivalence pour la comptabilisation des participations dans les

coentreprises, alors que l'IAS 31 permettait de choisir entre la méthode de la mise en équivalence et la méthode de la consolidation proportionnelle pour la comptabilisation des entités contrôlées conjointement. Dans le cas des entreprises communes, selon l'IFRS 11, chaque partie comptabilise la quote-part de ses actifs, passifs, produits et charges du partenariat, ce qui entraîne généralement l'utilisation de la méthode de la consolidation proportionnelle.

L'IFRS 11 a été appliquée rétrospectivement par la société, qui a réévalué les types de partenariats et a comptabilisé chaque partenariat existant au 1^{er} janvier 2013. Cette application n'a pas eu d'incidence importante.

III. IFRS 12, Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités

L'IFRS 12 vise à accroître les informations à fournir à l'égard des intérêts que détient une entité dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées et des entités structurées consolidées et non consolidées (entités ad hoc). L'IFRS 12 vise à ce que l'entité fournisse des informations qui aideront les utilisateurs des états financiers à évaluer la nature de ses intérêts dans d'autres entités et les risques qui y sont associés ainsi que l'incidence de ces intérêts sur ses états financiers. Les informations à fournir découlant de l'adoption de l'IFRS 12 figurent à la note 10.

IV. IFRS 13, Évaluation de la juste valeur

L'IFRS 13 établit des lignes directrices uniques pour toutes les évaluations de la juste valeur exigées par d'autres normes IFRS, clarifie la définition de la juste valeur et accroît les informations à fournir sur les évaluations de la juste valeur. L'IFRS 13 s'applique lorsque d'autres IFRS imposent ou permettent des évaluations de la juste valeur ou la communication d'informations à leur sujet. L'IFRS 13 précise comment une entité doit évaluer la juste valeur et présenter de l'information à cet égard. Elle ne précise pas quand une entité doit évaluer un actif, un passif ou ses propres instruments de capitaux propres à la juste valeur. L'adoption prospective de l'IFRS 13 le 1^{er} janvier 2013 par la société n'a eu aucune incidence financière importante sur la situation financière consolidée ou les résultats opérationnels consolidés.

V. IFRS 7, Instruments financiers : Informations à fournir

Les modifications apportées à l'IFRS 7 comprennent la présentation d'informations sur tous les instruments financiers comptabilisés qui sont compensés selon l'IAS 32. Les modifications exigent également la présentation d'informations sur les instruments financiers comptabilisés faisant l'objet d'accords de compensation globale exécutoires et d'autres accords semblables même s'ils ne sont pas compensés selon l'IAS 32. Cette application n'a pas eu d'incidence importante.

VI. Améliorations annuelles de 2009 à 2011

En mai 2012, l'IASB a publié un recueil de modifications non urgentes mais nécessaires qui ont été apportées à plusieurs IFRS dans le cadre de son processus d'améliorations annuelles. Les modifications, le cas échéant, ont été appliquées par la société le 1^{er} janvier 2013. Les modifications, généralement de nature technique et ayant une portée étroite, n'ont eu aucune incidence importante sur la situation financière consolidée ou les résultats opérationnels consolidés de la société.

E. Modifications comptables de l'exercice précédent

En juin 2011, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, afin d'améliorer l'uniformité et la clarté de la présentation des postes du résultat global en exigeant que les éléments présentés dans les autres éléments du résultat global soient regroupés en fonction de leur reclassement ou non, à un moment donné, en résultat net. Les modifications à l'IAS 1 ont pris effet le 1^{er} janvier 2013 et ont été adoptées pour l'exercice 2012. Les éléments présentés dans les états du résultat global consolidés résumés ont été remaniés afin de répondre aux exigences en matière de regroupement.

F. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation de la période. Ces reclassements n'ont pas eu d'incidence sur le résultat net présenté antérieurement.

G. Modifications comptables futures

Les nouvelles normes comptables ou les normes comptables modifiées qui ont déjà été publiées par l'IASB, mais qui ne sont pas encore en vigueur et que la société n'a pas encore appliquées, sont les suivantes : IFRS 9, *Instruments financiers*, IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*, et *Entités d'investissement* (modifications à l'IFRS 10, l'IFRS 11 et l'IAS 27). Veuillez vous reporter aux états financiers cumulés audités de l'entreprise relativement aux actifs acquis, figurant dans le prospectus ordinaire définitif de la société publié sur SEDAR, pour obtenir de plus amples renseignements.

2. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS

A. Acquisition des actifs de production

Le 9 août 2013, la société a acquis indirectement 28 actifs de production hydroélectrique et éolienne auprès de TransAlta en achetant toutes les actions émises et en circulation de deux filiales de TransAlta : CHD et WSP. Le prix d'achat de 1,7 milliard de dollars a été réglé au moyen de la prise en charge indirecte des débetures en circulation de CHD pour un capital total de 0,4 milliard de dollars et d'une contrepartie transférée de 1,3 milliard de dollars, comme suit :

Contrepartie transférée	Montant
Emission de 66 666 667 actions ordinaires à 10 \$ par action	666 667
Émission du billet relatif à la clôture	187 000
Émission du billet à court terme	250 000
Émission du billet relatif à l'acquisition	30 000
Émission du prêt à terme amortissable	200 000
Total	1 333 667

L'acquisition a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises sous contrôle commun, ce qui se produit lorsque l'entreprise faisant l'objet de l'acquisition est contrôlée *in fine* par la même partie avant et après la transaction. TransAlta contrôlait les actifs acquis avant l'acquisition du 9 août 2013 par TransAlta Renewables et continue de contrôler indirectement les actifs acquis après la date de l'acquisition en vertu de sa participation approximative de 80,7 % en actions ordinaires de la société. La méthode de l'acquisition pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises comme il est prescrit par l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, qui exige que les actifs et les passifs acquis soient présentés à leur juste valeur, ne s'applique pas. Comme aucune autre norme IFRS ne s'applique particulièrement à ce type de transaction, la société a donc appliqué les lignes directrices publiées par le Financial Accounting Standards Board («FASB») des États-Unis de la sous-section 805-50, *Related Issues*, de la section 805, *Business Combinations*, telles qu'elles figurent dans l'Accounting Standards Codification du FASB. Par conséquent, la méthode de la mise en commun d'intérêts, ou la méthode à la valeur comptable, a été utilisée par TransAlta Renewables pour comptabiliser les actifs acquis pour la période considérée et les périodes comparatives.

Les états financiers des actifs acquis et de la société ont été regroupés à leur valeur comptable, comme si les actifs acquis avaient toujours été détenus par TransAlta Renewables, à l'exception de la comptabilisation d'une réduction de la valeur comptable de certaines centrales hydroélectriques et éoliennes découlant d'une réévaluation fondée sur les conditions des contrats d'achat d'électricité avec TransAlta («CAÉ de TransAlta»). La réévaluation a entraîné une réduction avant impôts et taxes de 205,8 millions de dollars de la valeur comptable des centrales (voir la note 12), et le montant après impôts et taxes correspondant de 154,9 millions de dollars a été imputé aux résultats non distribués.

B. Premier appel public à l'épargne pour des actions ordinaires

Le 31 juillet 2013, la société a déposé un prospectus définitif qui vise à autoriser le placement de 20,0 millions d'actions ordinaires qui seront émises en vertu des modalités de la convention de prise ferme à un prix de 10,00 \$ l'action ordinaire (le «placement»). La société a attribué aux preneurs fermes une option (l'«option de surallocation»), pouvant être exercée en totalité ou en partie pendant une période de 30 jours suivant la clôture, afin d'acheter, au prix d'offre, jusqu'à 3,0 millions d'actions ordinaires supplémentaires.

Le 9 août 2013, la société a procédé au placement en émettant 20,0 millions d'actions ordinaires pour un produit brut de 200,0 millions de dollars. Le produit net du placement a été utilisé par TransAlta Renewables pour rembourser le billet relatif à la clôture émis à TransAlta. Le 29 août 2013, les preneurs fermes ont exercé leur option de surallocation en partie pour acheter 2,1 millions d'actions ordinaires supplémentaires à un prix d'offre de 10,00 \$ l'action ordinaire, pour un produit brut de 21,0 millions de dollars. La société a affecté le produit net tiré de l'exercice partiel de l'option de surallocation à la réduction de l'encours aux termes du billet relatif à l'acquisition émis à TransAlta. Le solde du capital de 9,0 millions de dollars aux termes du billet relatif à l'acquisition après ce paiement a été converti en 0,9 million d'actions ordinaires, selon un ratio d'une action ordinaire pour chaque montant de 10,00 \$ à verser à TransAlta en vertu du billet relatif à l'acquisition.

Immédiatement avant la clôture du placement, la société a remboursé le billet à court terme de 250,0 millions de dollars émis à TransAlta, en émettant indirectement à celle-ci 25,0 millions d'actions ordinaires à un prix réputé de 10,00 \$ l'action ordinaire.

Compte tenu du placement et des autres émissions d'actions ordinaires, TransAlta détient, directement et indirectement, 92,6 millions d'actions ordinaires, ce qui représente environ 80,7 % des actions ordinaires de TransAlta Renewables.

C. Évolution du capital investi par la société mère

Par suite de l'acquisition, de la clôture du placement et de la séparation de la société pour devenir une entité autonome distincte, la participation nette de la société mère auparavant attribuée aux actifs acquis a changé comme suit : i) un montant de 408,0 millions de dollars a été converti en dette, soit le prêt à terme amortissable de 200,0 millions de dollars, le billet relatif à la clôture de 187,0 millions de dollars et le billet relatif à l'acquisition de 21,0 millions de dollars – le billet relatif à la clôture et le billet relatif à l'acquisition ont été remboursés au comptant; ii) les montants à recevoir de parties liées, y compris les augmentations relatives de ces montants depuis le 31 décembre 2012, totalisant environ 198,2 millions de dollars, ont été reclassés de l'état de la situation financière à la participation nette de la société mère; et iii) les passifs d'impôt différé de la société ont été accrus d'environ 76,0 millions de dollars, entraînant une compensation de la participation nette de la société mère, pour tenir compte de l'avantage fiscal conservé par TransAlta relativement aux pertes autres qu'en capital liées à certaines centrales éoliennes.

3. INCITATIFS GOUVERNEMENTAUX

Certaines des centrales éoliennes de la société sont admissibles à des incitatifs en vertu du Programme d'encouragement à la production éolienne ou du Programme d'encouragement à l'électricité renouvelable ÉcoÉnergie parrainés par le gouvernement du Canada, qui favorisent le développement de projets de production d'énergie non polluante au Canada.

4. PRODUITS TIRÉS DES CONTRATS DE LOCATION

Plusieurs des contrats d'achat d'énergie éolienne et hydroélectrique de la société ou d'autres ententes à long terme liées à la vente d'électricité respectent les critères des contrats de location simple, en vertu desquels la société est le bailleur et le client, le preneur. Les produits tirés de ces contrats sont comptabilisés à titre de produits tirés des contrats de location.

5. CHARGES SELON LEUR NATURE

Les charges sont classées selon leur nature comme suit :

	Trois mois clos le 30 septembre 2013		Trois mois clos le 30 septembre 2012	
	Redevances et autres	Activités opérationnelles, entretien et administration	Redevances et autres	Activités opérationnelles, entretien et administration
Redevances	1 934	-	2 199	-
Achats d'électricité	594	-	463	-
Salaires et avantages sociaux	-	2 696	-	2 182
Autres charges opérationnelles	-	7 319	-	6 536
Total	2 528	10 015	2 662	8 718

	Neuf mois clos le 30 septembre 2013		Neuf mois clos le 30 septembre 2012	
	Redevances et autres	Activités opérationnelles, entretien et administration	Redevances et autres	Activités opérationnelles, entretien et administration
Redevances	7 056	-	8 017	-
Achats d'électricité	2 798	-	1 636	-
Salaires et avantages sociaux	-	6 787	-	6 012
Autres charges opérationnelles	-	22 539	-	23 889
Total	9 854	29 326	9 653	29 901

6. IMPUTATIONS POUR DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

Au cours des périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2013, la société a comptabilisé une imputation pour dépréciation avant impôts et taxes de 3,7 millions de dollars relativement à deux actifs de production hydroélectrique. Ces actifs ont été dépréciés en raison surtout d'une augmentation des dépenses d'investissement et des charges opérationnelles résultant des évaluations effectuées. Les tests de dépréciation annuels sont fondés sur les estimations de la juste valeur moins les coûts de la vente découlant des prévisions à long terme.

En 2012, la société a comptabilisé une imputation pour dépréciation avant impôts et taxes de 13,0 millions de dollars à l'égard de trois actifs de production d'énergie éolienne et d'un actif de production hydroélectrique. Les dépréciations résultent du test de dépréciation annuel fondé sur les estimations de la juste valeur moins les coûts de la vente, en fonction des prévisions à long terme et des prix observés sur les marchés. La dépréciation des actifs est principalement imputable aux prévisions à la baisse des prix du marché estimés établies au moyen d'une combinaison de prévisions de tiers et de prévisions en interne. Si le CAÉ de TransAlta avait été en vigueur en 2012, les ajustements au titre de l'évaluation auraient été enregistrés au cours de cette période, et les actifs n'auraient pas subi de dépréciation.

7. CHARGE D'INTÉRÊT NETTE

Les composantes de la charge d'intérêt nette sont comme suit :

	Trois mois clos les 30 sept.		Neuf mois clos les 30 sept.	
	2013	2012	2013	2012
Intérêt sur la dette à long terme	7 183	7 371	21 279	19 362
Intérêt sur les lettres de crédit et garanties données par TransAlta (notes 22 et 23)	58	1 055	2 283	3 101
Intérêts incorporés dans le coût de l'actif (note 12)	-	(1 333)	(2 147)	(2 408)
Produit d'intérêt	(5)	(3)	(11)	(8)
Charge d'intérêt	7 236	7 090	21 404	20 047
Désactualisation des provisions (note 16)	231	167	640	547
Charge d'intérêt nette	7 467	7 257	22 044	20 594

8. CESSIONS

Au cours de 2012, la société a réalisé un profit avant impôts et taxes de 3,0 millions de dollars lié à la vente de son installation de biomasse en 2011 située à Grande Prairie. Le profit était attribuable à la libération de la contrepartie restante relative au respect de conditions portant sur des éléments environnementaux par l'acquéreur en 2012. La vente a pris effet le 1^{er} septembre 2011 et a été conclue le 1^{er} octobre 2011, ce qui a entraîné la comptabilisation d'un profit avant impôts et taxes par la société de 8,7 millions de dollars en 2011.

9. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Les composantes des charges d'impôts sur le résultat sont comme suit :

	Trois mois clos les 30 sept.		Neuf mois clos les 30 sept.	
	2013	2012	2013	2012
Charge d'impôt exigible	74	-	1 261	722
Charge d'impôt différé	313	712	10 667	6 621
Charge d'impôts sur le résultat	387	712	11 928	7 343

10. PARTICIPATION NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Les exploitations de la société ayant une participation ne donnant pas le contrôle sont présentées dans le tableau qui suit :

Exploitation	Participation ne donnant pas le contrôle
Parc éolien de Kent Hills	17 % – Natural Forces Technologies Inc.

Les informations financières résumées relatives à Kent Hills se présentent comme suit :

	Trois mois clos les 30 sept.		Neuf mois clos les 30 sept.	
	2013	2012	2013	2012
Résultats des activités opérationnelles				
Produits	6 947	6 354	22 735	22 595
Résultat net et total du résultat global	2 785	2 686	10 691	10 492
Montants attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle :				
Résultat net et total du résultat global	473	454	1 812	1 762
Distributions versées à Natural Forces Technologies Inc.	510	462	2 772	2 730

Aux	30 sept. 2013	31 déc. 2012
Situation financière		
Actifs courants	13 398	4 520
Actifs non courants	229 412	236 079
Passifs courants	(2 838)	(566)
Passifs non courants	(417)	(406)
Total des capitaux propres	(239 555)	(239 627)
Capitaux propres attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	(39 456)	(40 416)

11. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DU RISQUE

A. Actifs financiers et passifs financiers – Classement et évaluation

Les actifs financiers et les passifs financiers sont évalués régulièrement à la juste valeur ou au coût amorti. Le tableau suivant présente la valeur comptable et le classement des actifs financiers et des passifs financiers :

Valeur comptable des instruments financiers au 30 septembre 2013

	Couvertures de flux de trésorerie	Instruments dérivés classés comme détenus à des fins de transaction	Prêts et créances	Autres actifs et passifs financiers	Total
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-	-	6 600	6 600
Créances clients	-	-	45 786	-	45 786
Actifs de gestion du risque					
Courants	12	48	-	-	60
Non courants	13	-	-	-	13
Passifs financiers					
Dettes fournisseurs et charges à payer	-	-	-	40 800	40 800
Passifs de gestion du risque					
Courants	1	8	-	-	9
Non courants	2	49	-	-	51
Dettes à long terme ¹	-	-	-	574 605	574 605

1) Inclut la partie courante.

Valeur comptable des instruments financiers au 31 décembre 2012

	Couvertures de flux de trésorerie	Instruments dérivés classés comme détenus à des fins de transaction	Prêts et créances	Autres actifs et passifs financiers	Total
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-	-	3 205	3 205
Créances clients	-	-	42 407	-	42 407
Actifs de gestion du risque					
Courants	677	267	-	-	944
Somme à recevoir de parties liées	-	-	131 171	-	131 171
Passifs financiers					
Dettes fournisseurs et charges à payer	-	-	-	36 316	36 316
Passifs de gestion du risque					
Courants	7	-	-	-	7
Non courants	6	57	-	-	63
Dettes à long terme	-	-	-	372 733	372 733

B. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier correspond au montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes et agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. La juste valeur peut être établie au moyen du prix négocié pour cet instrument dans un marché actif auquel la société a accès. En l'absence d'un marché actif, les justes valeurs sont calculées par la société d'après des modèles d'évaluation ou par rapport à d'autres produits semblables dans les marchés actifs.

Les justes valeurs calculées selon les modèles d'évaluation exigent de recourir à des hypothèses. Afin de déterminer ces hypothèses, la société examine d'abord les données de marché observables de l'extérieur. Dans certaines circonstances, la société a recours à des données d'entrée qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

I. Établissement des niveaux et classements

Les classements de niveaux I, II et III de la hiérarchie de la juste valeur utilisée par la société sont définis comme suit :

a. Niveau I

Les justes valeurs sont calculées en utilisant les cours du marché (non rajustés) dans les marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques auxquels la société a accès.

b. Niveau II

Les justes valeurs sont évaluées, directement ou indirectement, au moyen de données qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné.

Les justes valeurs de niveau II sont déterminées par l'utilisation des cours sur des marchés actifs, qui sont dans certains cas ajustés pour tenir compte des facteurs propres aux actifs ou aux passifs, comme les écarts de base, l'évaluation du crédit et les écarts liés à l'emplacement.

Les justes valeurs de niveau II comprennent les instruments dérivés négociés hors Bourse dont les valeurs sont fondées sur les courbes observables des contrats à terme normalisés sur produits de base ainsi que les instruments dérivés dont les données d'entrée sont validées par les cours des courtiers ou par d'autres fournisseurs de données de marché accessibles au public. Les

justes valeurs de niveau II sont également déterminées en utilisant des techniques d'évaluation, comme les modèles d'évaluation des options et les formules de régression ou d'extrapolation, où les données d'entrée sont déjà observables, y compris les prix des produits de base pour des actifs ou passifs semblables dans des marchés actifs, et les volatilités implicites des options.

Les justes valeurs de niveau II des autres actifs et passifs de gestion du risque sont établies en utilisant des techniques d'évaluation, par exemple au moyen des flux de trésorerie actualisés. La société utilise des données d'entrée observables autres que les cours du marché non ajustés qui sont observables pour l'actif ou le passif, comme les courbes de rendement du taux d'intérêt, les ajustements de l'évaluation du crédit et les taux de change. Pour certains instruments financiers au titre desquels le volume des transactions est insuffisant ou les transactions ne sont pas récentes, la société se fie aux données d'entrée sur les taux d'intérêt et les taux de change similaires et à d'autres informations de tiers comme les écarts de crédit.

c. Niveau III

Les justes valeurs sont calculées en utilisant des données d'entrée sur l'actif ou le passif qui ne sont pas observables.

La société peut conclure des opérations sur des produits de base pour lesquelles il n'y a pas de données de marché observables disponibles. Dans ces cas-là, les justes valeurs de niveau III sont établies en utilisant des techniques d'évaluation comme le modèle d'évaluation à la valeur prévue avec des données d'entrée reposant sur les données historiques comme la disponibilité de l'unité, la congestion du transport, les profils de la demande pour des contrats non standardisés distincts et des produits structurés, et/ou les volatilités ainsi que les corrélations entre les produits provenant des prix historiques.

La société détient aussi divers contrats dont la durée s'étend au-delà d'une période de négociation liquide. Comme les prévisions de prix à terme ne sont pas disponibles pour la durée complète de ces contrats, leur valeur est déterminée à partir d'une prévision reposant sur une combinaison de modèles fondamentaux externes et internes, y compris l'actualisation. Par conséquent, ces contrats sont classés dans le niveau III.

La société a une politique de gestion du risque lié aux produits de base (la «politique»), qui régit ses activités de négociation pour compte propre et les opérations de couverture des produits de base. La politique définit et précise les responsabilités en matière de contrôle et de gestion associées aux opérations liées aux produits de base, ainsi que la nature et la fréquence des rapports exigés au titre de ces activités.

Les méthodes et procédures au titre de l'évaluation de la juste valeur de niveau III des produits de base sont établies par le Service de gestion du risque de la société. Les justes valeurs de niveau III sont calculées au moyen du système de gestion du risque des opérations sur les produits énergétiques de la société selon les données contractuelles sous-jacentes et les données d'entrée observables et non observables. L'établissement de données d'entrée non observables repose sur le jugement. Pour assurer la vraisemblance, les évaluations de la juste valeur de niveau III produites par le système sont passées en revue et validées par le Service de gestion du risque et le Service des finances. L'examen s'effectue officiellement chaque trimestre, ou plus souvent si les procédures d'examen et de surveillance quotidiens permettent d'identifier des variations non prévues de la juste valeur ou des changements dans les principaux paramètres.

Selon les estimations, l'incidence de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles à titre de données d'entrée pour les techniques d'évaluation à partir desquelles les justes valeurs de niveau III des produits de base sont déterminées au 30 septembre 2013 est de +/- 0,1 million de dollars (0,2 million de dollars au 31 décembre 2012). Les justes valeurs sont soumises à des simulations de crise en ce qui concerne les volumes et les prix. Les volumes sont soumis à des simulations de crise selon un écart type à la hausse et à la baisse au moyen des données de production historiques disponibles. Les prix sont soumis à des simulations de crise au titre des contrats à long terme, pour lesquels il n'existe pas de cours sur les marchés liquides, au moyen de sources prévisionnelles internes et externes variées afin d'établir une fourchette de prix élevés et moins élevés.

II. Instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

La valeur comptable de la trésorerie, des créances clients et des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur présentée à la date de l'état de la situation financière en raison de leur échéance à court terme. La juste valeur de l'autre dette à long terme est déterminée en calculant un prix implicite reposant sur une évaluation courante du rendement à l'échéance. La juste valeur des débentures de la société est établie en utilisant les prix observés sur les marchés secondaires. La juste valeur de la dette à long terme de la société au 30 septembre 2013 était de 594,6 millions de dollars (396,6 millions de dollars au 31 décembre 2012), la totalité de ce montant étant incluse dans le niveau II.

C. Actifs et passifs de gestion du risque

I. Produits de base

Les actifs et passifs de gestion du risque fondés sur les produits de base sont liés aux activités de négociation et à certaines activités d'impartition.

Les tableaux suivants résument les facteurs clés influant sur la juste valeur des autres actifs et passifs de gestion du risque nets par niveau de classement au cours des périodes de neuf mois closes respectivement les 30 septembre 2013 et 2012 :

	Couvertures de flux de trésorerie		Autres que de couvertures		Total
	Niveau II	Niveau III	Niveau II	Niveau III	
Actifs (passifs) nets de gestion du risque au 31 décembre 2012	(11)	210	(11)	210	199
Variations attribuables aux :					
Variations des prix du marché pour les contrats existants	(9)	(20)	(9)	(20)	(29)
Contrats réglés	31	(199)	31	(199)	(168)
Actifs (passifs) nets de gestion du risque au 30 septembre 2013	11	(9)	11	(9)	2

Informations supplémentaires sur le niveau III :

Total des pertes incluses dans le résultat avant impôts sur le résultat		(20)		(20)	(20)
Pertes latentes incluses dans le résultat avant impôts sur le résultat liées au passif net détenu au 30 septembre 2013		(219)		(219)	(219)

	Couvertures de flux de trésorerie		Autres que de couvertures		Total
	Niveau II	Niveau III	Niveau III	Niveau II	
Actifs (passifs) nets de gestion du risque au 31 décembre 2011	(75)	19	(783)	(75)	(839)
Variations attribuables aux :					
Variations des prix du marché pour les contrats existants	28	(14)	843	28	857
Contrats réglés	32	(5)	314	32	341
Actifs (passifs) nets de gestion du risque au 30 septembre 2012	(15)	-	374	(15)	359

Informations supplémentaires sur le niveau III :

Pertes comptabilisées dans les autres éléments du résultat global	(14)	-		(14)	(14)
Total des profits (pertes) compris dans le résultat avant impôts sur le résultat	(5)	843		838	838
Profits latents compris dans le résultat avant impôts sur le résultat liés à l'actif net détenu au 30 septembre 2012	-	1 157		1 157	1 157

II. Autres actifs et passifs de gestion du risque

Les autres actifs et passifs de gestion du risque incluent les actifs et passifs de gestion du risque qui sont utilisés dans le cadre des activités de couverture et des activités autres que de couverture liées aux opérations de gestion du risque de change et de taux d'intérêt.

Les tableaux suivants résument les facteurs clés influant sur la juste valeur des actifs et passifs de gestion du risque nets par niveau de classement au cours des périodes de neuf mois closes respectivement les 30 septembre 2013 et 2012 :

	Couvertures de flux de trésorerie	
	Niveau II	Total
Actifs nets de gestion du risque au 31 décembre 2012	675	675
Variations attribuables aux :		
Nouveaux contrats	11	11
Contrats réglés	(675)	(675)
Passifs nets de gestion du risque au 30 septembre 2013	11	11

	Couvertures de flux de trésorerie	
	Niveau II	Total
Passifs nets de gestion du risque au 31 décembre 2011	(5 622)	(5 622)
Variations attribuables aux :		
Variations des prix du marché pour les contrats existants	(514)	(514)
Nouveaux contrats	20	20
Contrats réglés	5 147	5 147
Passifs nets de gestion du risque au 30 septembre 2012	(969)	(969)

III. Couvertures de flux de trésorerie

Gestion du risque lié aux produits de base

La société a conclu divers contrats sur écarts avec d'autres parties en vertu desquels les autres parties ont convenu de lui payer un prix d'électricité contractuel pour un total d'environ 33 270 mégawattheures («MWh») d'électricité par année, dont les échéances vont de 2013 à 2019.

Au cours des périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2013, un montant de néant et un montant de 0,1 million de dollars de profits avant impôts et taxes (néant et néant au 30 septembre 2012) ont été reclassés du cumul des autres éléments du résultat global en résultat net à la suite de l'annulation de la désignation de certaines couvertures.

Gestion d'autres risques

Au cours de la période, la société a conclu une couverture des flux de trésorerie en monnaies étrangères à l'égard des débetures de CHD de 20 millions de dollars américains.

D. Nature et étendue des risques découlant des instruments financiers

L'analyse qui suit se limite à la nature et à l'étendue des risques découlant des instruments financiers.

I. Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que les clients ou les contreparties occasionnent une perte financière à la société en ne s'acquittant pas de leurs obligations, ainsi que le risque lié aux variations de la solvabilité des entités lorsque celles-ci exposent la société à un risque commercial. La société gère activement son risque de crédit en évaluant la capacité des contreparties à respecter leurs engagements en vertu des contrats visés avant de les conclure. La société examine minutieusement la solvabilité de toutes les contreparties et, le cas échéant, obtient des garanties des sociétés, des garanties en espèces ou des lettres de crédit pour assurer le recouvrement ultime de ces créances. Dans le cas des opérations liées aux produits de base, la société fixe des limites de crédit strictes pour chaque contrepartie et surveille les expositions quotidiennement. Si les limites de crédit sont dépassées, la société exigera une garantie de la contrepartie ou suspendra ses activités de négociation avec cette dernière.

L'exposition au risque de crédit de la société est limitée, étant donné que la majorité de ses contrats de vente d'électricité avec TransAlta Corporation sont conclus avec des gouvernements et des services publics de grande envergure qui exercent des activités soutenues en Colombie-Britannique, en Alberta, en Ontario et au Québec. Les contreparties aux contrats de dérivés financiers décrits précédemment sont principalement des autorités municipales et gouvernementales provinciales dotées de solides notes de crédit. En raison de la taille des contreparties, et de la taille relative des contrats sur écarts, le risque de crédit de contrepartie est considéré comme faible. Par le passé, la société n'a eu aucun problème de recouvrement lié à ses créances, et le classement des créances par échéance est revu régulièrement pour assurer le recouvrement en temps opportun des montants dus à l'entreprise.

L'exposition maximale au risque de crédit de la société au 30 septembre 2013, compte non tenu de la garantie détenue ou du droit de compensation, est représentée par les valeurs comptables actuelles des créances clients et des actifs de gestion du risque figurant dans les états de la situation financière consolidés résumés.

La société utilise des notes de solvabilité externes, ainsi que des notes de solvabilité internes dans les situations où des notes de solvabilité externes ne sont pas disponibles, pour établir les limites de crédit des contreparties. Au 30 septembre 2013, toutes les contreparties de la société étaient considérées comme ayant une note de première qualité.

Au 30 septembre 2013, TransAlta avait un contrat avec trois contreparties non liées dont la position de règlement nette représentait plus de 10 % du total des créances clients impayées. La société a évalué le risque de défaut lié à ces contreparties comme étant minime.

II. Risque de liquidité

Le risque de liquidité est lié à la capacité de la société d'avoir accès au capital requis pour ses opérations de couverture du prix des produits de base, ses projets en immobilisations, le refinancement de sa dette et les activités générales du siège social. La société tient à maintenir une situation financière solide.

La société gère son risque de liquidité associé aux passifs financiers (surtout la dette à long terme et les passifs de gestion du risque) en utilisant les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et des conventions d'emprunt conclues avec TransAlta. Au 30 septembre 2013, la société se conformait à toutes les clauses restrictives relatives à sa dette.

Le tableau ci-dessous présente les échéances contractuelles des passifs financiers de la société :

	2013	2014	2015	2016	2017	2018 et par la suite	Total
Dettes fournisseurs et charges à payer	40 800	-	-	-	-	-	40 800
Dette à long terme	-	21 636	177 574	50 467	24 413	305 010	579 100
Actifs (passifs) nets de gestion du risque	(50)	(2)	(7)	(1)	4	43	(13)
Intérêt sur la dette à long terme ¹	5 589	30 003	25 553	19 109	17 441	15 626	113 321
Total	46 339	51 637	203 120	69 575	41 858	320 679	733 208

1) Non comptabilisé à titre de passif financier aux états de la situation financière consolidés résumés.

III. Risque de change

De temps à autre, la société conclut des transactions en monnaies autres que sa monnaie fonctionnelle, comme le dollar américain ou l'euro. La société gère ces risques en concluant des couvertures des flux de trésorerie en devises lorsqu'elle le juge nécessaire.

IV. Risque de taux d'intérêt

La totalité de la dette à long terme de la société qui est décrite à la note 15 inclut une dette portant intérêt à des taux fixes. Par conséquent, la société n'est pas exposée au risque de taux d'intérêt.

La stratégie de gestion du risque de taux d'intérêt de la société est de minimiser la volatilité des flux de trésorerie en s'assurant que la totalité de sa dette à long terme porte intérêt à des taux fixes.

V. Risque de marché

La société est exposée aux fluctuations de certains prix des produits de base liés aux contrats sur écarts, lesquels sont touchés par les fluctuations du prix à terme de l'électricité en Alberta. Les fluctuations des prix du marché associées aux couvertures de flux de trésorerie n'ont pas d'incidence sur le résultat net au cours de la période pendant laquelle elles surviennent. Les variations de la juste valeur sont plutôt différées jusqu'au règlement au moyen des autres éléments du résultat global.

La valeur à risque («VaR») est la mesure la plus fréquemment employée pour faire le suivi et gérer le risque de marché associé aux produits de base et autres instruments dérivés. Une mesure de la VaR donne, à un niveau de confiance précis, une perte maximale estimée avant impôts et taxes qui pourrait être subie sur une période donnée. La VaR sert à déterminer les variations possibles de la valeur des actifs et des passifs de gestion du risque de la société sur une période de trois jours avec un niveau de confiance de 95 % résultant des fluctuations normales du marché. La VaR est estimée au moyen de l'approche de la variance/covariance historique. La VaR associée aux actifs et aux passifs nets de gestion du risque lié aux produits de base au 30 septembre 2013 était de néant (0,2 million de dollars au 31 décembre 2012).

12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les variations du coût des principales catégories d'immobilisations corporelles et l'amortissement cumulé sont comme suit :

	Production d'énergie hydroélectrique	Production d'énergie éolienne	Actifs en construction ¹	Pièces de rechange amortissables et autres	Total
Coût					
Au 31 décembre 2012	253 131	1 735 493	188 884	6 610	2 184 118
Acquisitions	5	-	34 470	537	35 012
Mises hors service	(438)	(98)	-	-	(536)
Révisions et ajouts – Frais de démantèlement	(253)	1 245	-	-	992
Dépréciation	(3 663)	-	-	-	(3 663)
Réévaluation ²	(3 804)	(201 999)	-	-	(205 803)
Transferts	1 256	218 835	(220 091)	-	-
Au 30 septembre 2013	246 234	1 753 476	3 263	7 147	2 010 120
Amortissement cumulé					
Au 31 décembre 2012	44 296	201 325	-	-	245 621
Amortissement	5 313	44 660	-	-	49 973
Mises hors service	(29)	(27)	-	-	(56)
Au 30 septembre 2013	49 580	245 958	-	-	295 538
Valeur comptable					
Au 31 décembre 2012	208 835	1 534 168	188 884	6 610	1 938 497
Au 30 septembre 2013	196 654	1 507 518	3 263	7 147	1 714 582

1) Comprennent surtout les coûts relatifs au parc éolien de New Richmond qui a été mis en service en mars 2013.

2) À l'acquisition, la valeur comptable de certaines centrales éoliennes et hydroélectriques a été réévaluée par la société selon le CAÉ de TransAlta (voir la note 2).

Pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2013, des intérêts de respectivement néant et 2,1 millions de dollars (respectivement 1,3 million de dollars et 2,4 millions de dollars au 30 septembre 2012) ont été incorporés dans le coût des immobilisations corporelles, à un taux moyen pondéré de néant et de 5,46 % (5,43 % et 5,39 % au 30 septembre 2012).

La société détient des installations de transport d'électricité pour Kent Hills qui sont louées dans le cadre d'un contrat de location-financement (voir la note 14). Au 30 septembre 2013, la valeur comptable nette au titre de la production d'énergie éolienne était de 5,3 millions de dollars (5,5 millions de dollars au 31 décembre 2012).

13. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles de la société comprennent principalement des valeurs liées à certains contrats d'électricité qui découlent de l'acquisition de CHD par TransAlta, aux termes desquels le prix du marché de l'électricité à livrer était supérieur au prix convenu. Ces immobilisations incorporelles sont amorties sur la durée des contrats d'électricité correspondants.

14. AUTRES ACTIFS

Les autres actifs comprennent les éléments ci-dessous :

Aux	30 sept. 2013	31 déc. 2012
Frais de transport payés d'avance	3 071	3 120
Charges payées d'avance à long terme	-	1 813
Total	3 071	4 933

Les coûts de transport payés d'avance sont associés aux montants payés en avance dans le cadre d'un contrat de location-financement pour les installations de transport d'électricité (voir la note 12).

15. DETTE À LONG TERME

A. Encours

Aux	30 sept. 2013			31 déc. 2012		
	Valeur comptable	Valeur nominale	Intérêt¹	Valeur comptable	Valeur nominale	Intérêt¹
Débetures non garanties	339 824	344 100	5,91 %	338 069	343 404	5,90 %
Débeture garantie	34 781	35 000	5,28 %	34 664	35 000	5,28 %
Prêt à terme amortissable	200 000	200 000	4,00 %	-	-	-
	574 605	579 100		372 733	378 404	
Moins : tranche courante	(21 636)	(21 636)		-	-	
Total de la dette à long terme	552 969	557 464		372 733	378 404	

1) Le taux d'intérêt reflète le taux stipulé ou le taux moyen pondéré par l'encours du capital.

Le 9 août 2013, la société a émis un prêt à terme amortissable de 200,0 millions de dollars en faveur de TransAlta à titre de contrepartie partielle pour l'acquisition d'actifs de production éolienne et hydroélectrique auprès de TransAlta (voir la note 2 A)). Le prêt a une échéance de huit ans et porte intérêt à un taux de 4,0 %, le capital est les intérêts étant payables tous les semestres.

Les **débetures non garanties** portent intérêt à des taux fixes se situant entre 5,33 % et 7,31 %. L'intérêt est payable tous les semestres, et aucun remboursement de capital ne doit être effectué avant l'échéance qui varie de 2015 à 2018. Ces débetures ne sont pas garanties. Des débetures de série 5 de 20,6 millions de dollars (19,9 millions de dollars au 31 décembre 2012) d'un montant en capital de 20,0 millions de dollars américains sont incluses dans ce montant.

Les **débetures garanties** portent intérêt à un taux de 5,28 %. L'intérêt est payable tous les semestres, et aucun remboursement de capital ne doit être effectué avant l'échéance en février 2015. Les débetures sont garanties par l'installation hydroélectrique de Pingston et ne comportent pas de recours en ce qui a trait aux participants de la coentreprise.

B. Restrictions

Les débetures non garanties incluent des clauses financières restrictives exigeant que le produit tiré de la vente d'actifs soit réinvesti dans des actifs renouvelables semblables.

16. PROVISION POUR FRAIS DE DÉMANTÈLEMENT ET DE REMISE EN ÉTAT

La variation des soldes de la provision pour frais de démantèlement et de remise en état est présentée ci-après :

	Démantèlement et remise en état
Solde au 31 décembre 2012	10 945
Passifs engagés au cours de la période	1 391
Désactualisation des provisions (note 7)	640
Révisions des taux d'actualisation	(399)
Solde au 30 septembre 2013	12 577

La société comptabilise une provision pour frais de démantèlement et de remise en état pour toutes les centrales à l'égard desquelles elle a l'obligation juridique ou implicite d'enlever les installations à la fin de leur durée d'utilité et de remettre le site en état. La société estime à environ 133,0 millions de dollars le montant non actualisé des flux de trésorerie nécessaire pour s'acquitter des obligations de démantèlement et de remise en état entre 2029 et 2060. La grande partie des coûts sera engagée entre 2030 et 2050. Un taux d'actualisation de 7,0 % et un taux d'inflation de 2,3 % ont été utilisés pour calculer la valeur comptable des obligations de démantèlement et de remise en état.

17. PRODUITS DIFFÉRÉS

Les produits différés sont constitués principalement d'un paiement reçu au titre d'une option de prolongation de la durée du contrat par l'acheteur dans le cadre d'un contrat d'achat d'électricité. Ce montant est amorti selon le mode linéaire dans les produits des activités ordinaires sur la durée initiale du contrat.

18. ACTIONS ORDINAIRES

A. Autorisées et en circulation

La société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires et un nombre illimité d'actions privilégiées. Les actions ordinaires donnent droit à un vote par action aux assemblées des actionnaires. Les actions privilégiées peuvent être émises en séries et comportent les droits, restrictions, conditions et limites que le conseil d'administration (le «conseil») peut déterminer de temps à autre.

Les actions émises et en circulation de la société sont comme suit :

Trois mois clos le 30 septembre 2013		
	Actions ordinaires (en millions)	Montant (en milliers)
Émises et en circulation au début de la période	-	-
Émises à l'acquisition des actifs acquis	66,7	666 667
Émises au règlement du billet relatif à l'acquisition	0,9	9 000
Émises au règlement du billet à court terme	25,0	250 000
Ajustements d'évaluation ¹	-	87 755
Actions émises à la société mère	92,6	1 013 422
Premier appel public à l'épargne y compris l'option de surallocation des preneurs fermes ²	22,1	210 423
Émises et en circulation à la fin de la période	114,7	1 223 845

1) Découlant de l'utilisation de la méthode de continuité des intérêts communs.

2) Déduction faite des frais d'émission après impôts et taxes de 10,6 millions de dollars (frais d'émission de 14,1 millions de dollars, moins l'incidence fiscale de 3,5 millions de dollars).

B. Dividendes

Les dividendes déclarés sur les actions ordinaires de la société sont fixés par le conseil.

Le 9 août 2013, le conseil a déclaré un dividende de 0,04726 \$ par action ordinaire pour la période du 9 août 2013 au 31 août 2013, versé le 30 septembre 2013 pour les actionnaires inscrits à la fermeture des marchés le 3 septembre 2013.

À la même date, le conseil a déclaré un dividende de 0,0625 \$ par action ordinaire, à verser le 31 octobre 2013, pour les actionnaires inscrits à la fermeture des marchés le 1^{er} octobre 2013, et le 29 novembre 2013, pour les actionnaires inscrits à la fermeture des marchés le 1^{er} novembre 2013.

Au cours de la période de trois mois close le 30 septembre 2013, des dividendes totalisant 15,9 millions de dollars ont été déclarés sur les actions ordinaires détenues par TransAlta, dont un montant de 4,4 millions de dollars a été versé au cours de la période.

C. Résultat par action

Le résultat par action de base est fondé sur le résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires et est calculé selon le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours des périodes présentées. À des fins de comparaison, les actions ordinaires de la société émises en vertu du placement, y compris l'option de surallocation, sont présumées être en circulation au début de chaque période présentée, notamment les périodes antérieures à l'acquisition. La société n'a pas d'instrument dilutif ou potentiellement dilutif.

19. VARIATION DES SOLDES HORS TRÉSORERIE DU FONDS DE ROULEMENT LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

	Trois mois clos les 30 septembre		Neuf mois clos les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Source (utilisation) :				
Créances clients	(20 569)	3 067	(4 236)	6 592
Charges payées d'avance	(2 701)	1 637	(4 412)	(274)
Stocks	(28)	(42)	43	(99)
Impôts sur le résultat à recevoir	2	(346)	(179)	(346)
Dettes fournisseurs et charges à payer	26 740	(2 338)	23 226	(12 402)
Impôts sur le résultat à payer	(89)	(19)	832	-
Divers	(118)	10	(26)	104
Variation des soldes hors trésorerie du fonds de roulement liés aux activités opérationnelles	3 237	1 969	15 248	(6 425)

20. ENTREPRISES COMMUNES

Les entreprises communes de la société au 30 septembre 2013 comprennent ce qui suit :

Entreprises communes	Participation (pourcentage)	Description
Soderglen	50	Centrales éoliennes en Alberta exploitées par la Société
Pingston	50	Centrale hydroélectrique en Colombie-Britannique exploitée par la Société
McBride Lake	50	Centrales éoliennes en Alberta exploitées par la Société

21. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

A. Contrats sur écarts

La société a conclu divers contrats sur écarts avec d'autres parties en vertu desquels les autres parties ont accepté de payer à la société un prix convenu pour l'électricité pour un total d'environ 33 270 MWh d'électricité par année, dont les échéances vont de 2013 à 2019.

B. Contrats sur des biens et services

Dans le cours normal des activités, la société conclut régulièrement des contrats sur des biens et services. La société a plusieurs ententes de service à long terme en vigueur pour la réparation et l'entretien des turbines de centrales éoliennes, y compris un contrat de 15 ans visant le parc éolien de New Richmond récemment entré en service, en vertu duquel des paiements futurs d'environ 42,0 millions sont exigibles sur la durée de l'entente. De plus, comme il est décrit à la note 22, la société a conclu une entente avec TransAlta à l'égard de services administratifs généraux en contrepartie de frais fixes de 10,0 millions de dollars par année (voir la note 22).

C. Litiges

Dans le cours normal des affaires, la société pourrait être partie à un litige. La société a établi qu'aucune réclamation connue à l'heure actuelle n'était assez importante pour être divulguée dans les présentes.

22. OPÉRATIONS ET SOLDES AVEC LES PARTIES LIÉES

Avant l'acquisition du 9 août 2013 des actifs acquis et la séparation de TransAlta Renewables pour devenir une entité ouverte autonome, les actifs acquis étaient gérés et exploités dans le cadre normal des activités par TransAlta, conjointement avec d'autres entreprises et filiales de TransAlta, mais non à titre d'entité distincte.

Après l'acquisition, la société a conclu certaines ententes et opérations avec TransAlta comme suit :

A. Convention de services de gestion, d'administration et d'exploitation (la «convention de services de gestion et d'exploitation»)

En vertu de la convention de services de gestion et d'exploitation, TransAlta fournit tous les services administratifs généraux pouvant être essentiels ou souhaitables aux fins de la gestion des affaires de la société. En contrepartie des services rendus, la société versera à TransAlta des honoraires (les «honoraires de remboursement des services administratifs généraux») équivalant à 10,0 millions de dollars par année, rajustés annuellement pour tenir compte de la fluctuation de l'indice des prix à la consommation. Ces honoraires de remboursement des services administratifs généraux sont payables en versements trimestriels égaux. Ils augmenteront ou diminueront selon un pourcentage équivalant à 5,0 % du montant de toute hausse ou baisse, respectivement, du résultat avant intérêt, impôts et amortissement total de la société par suite de l'acquisition ou de la cession d'actifs par la société.

Au cours des périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2013, un montant au prorata de 1,5 million de dollars a été comptabilisé par la société au titre des honoraires de remboursement des services administratifs généraux.

TransAlta offre également des services d'exploitation et d'entretien en vertu de la convention de services de gestion et d'exploitation, qui comprennent en général tous les services pouvant être essentiels ou exigés aux fins de l'exploitation et de l'entretien des centrales éoliennes et hydroélectriques de la société. TransAlta sera remboursée pour tous les frais et tous les coûts décaissés et ceux liés à des tiers, incluant les salaires et les avantages sociaux relatifs à la gestion et à l'exploitation des centrales non compris dans les honoraires de remboursement des services administratifs généraux.

La convention de services de gestion et d'exploitation a une durée initiale de 20 ans et est automatiquement renouvelée par la suite pour une durée de 5 ans après l'échéance initiale ou tout renouvellement de la convention, à moins qu'une des parties ne la résilie.

B. CAÉ de TransAlta

Le 9 août 2013, la société a conclu des contrats pour chacune de ses centrales éoliennes et hydroélectriques marchandes, prévoyant l'achat par TransAlta, pour un prix fixe, de toute l'électricité produite par ces centrales marchandes. Le prix à payer par TransAlta pour la production en vertu des CAÉ de TransAlta est de 30,00 \$ par MWh pour les centrales éoliennes et de 45,00 \$ par MWh pour les centrales hydroélectriques, rajusté annuellement pour tenir compte de la fluctuation de l'indice des prix à la consommation. TransAlta doit n'acheter que l'électricité qui est réellement produite. Chaque CAÉ de TransAlta a une durée de 20 ans ou équivalente à la fin de la durée de vie d'une immobilisation, si celle-ci est inférieure à 20 ans.

Au cours des périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2013, un montant de 3,9 millions de dollars a été comptabilisé à titre de produits des activités ordinaires par la société pour l'électricité vendue en vertu des CAÉ de TransAlta.

C. Facilité de crédit liée au fonds de roulement

La société a conclu une facilité de crédit liée au fonds de roulement non garantie de 100,0 millions de dollars (la «facilité liée au fonds de roulement») consentie par TransAlta à titre de prêteur. Les emprunts en vertu de la facilité liée au fonds de roulement portent intérêt au taux des acceptations bancaires, majoré d'un écart de taux de 200 points de base par année. Actuellement, le taux d'emprunt applicable est d'environ 3,25 %. La facilité liée au fonds de roulement sera obtenue aux fins générales de la société, y compris ses besoins courants en matière de financement et de fonds de roulement.

Au 30 septembre 2013, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité liée au fonds de roulement.

D. Prêt à terme amortissable

La société a consenti un prêt à terme amortissable de 200,0 millions de dollars en faveur de TransAlta (voir la note 15).

Pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2013, un montant de 1,2 million de dollars a été comptabilisé à titre de charge d'intérêt par la société au titre des emprunts contractés en vertu du prêt à terme amortissable (voir la note 7).

E. Créances clients et fournisseurs

Au 30 septembre 2013, des montants de respectivement 27,5 millions de dollars (1,0 million de dollars au 31 décembre 2012) et 20,8 millions de dollars (3,1 millions de dollars au 31 décembre 2012) étaient compris dans les créances clients et les fournisseurs relativement aux ventes d'électricité, aux charges opérationnelles et aux dépenses d'investissement, montants à recevoir de TransAlta ou de ses filiales, ou à payer à TransAlta ou à ses filiales.

F. Lettres de crédit

TransAlta a fourni des lettres de crédit au nom de la société. Tous les montants à payer par la société pour des obligations en vertu de contrats, auxquels les lettres de crédit se rapportent, figurent dans les états de la situation financière consolidés résumés. Toutes les lettres de crédit arrivent à échéance à moins de un an et seront renouvelées, au besoin, dans le cours normal des affaires. Les lettres de crédit en cours au 30 septembre 2013 totalisaient 4,5 millions de dollars (5,8 millions de dollars au 31 décembre 2012), et aucun montant (néant au 31 décembre 2012) n'a été exercé par des tiers en vertu de ces arrangements. La société paie les intérêts et les frais associés à ces lettres de crédit (voir la note 7).

G. Garanties

TransAlta a conclu des contrats de garantie pour 226,5 millions de dollars au nom de la société. Deux garanties totalisant 206,0 millions de dollars sont liées au parc éolien de New Richmond. Si la société ne respecte pas les dispositions des contrats connexes, la contrepartie peut présenter une réclamation de paiement de TransAlta. La société paie les intérêts et les frais associés à ces garanties (voir la note 7).

H. Régimes de retraite et régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

La société n'offre aucun régime de retraite, régime d'avantages postérieurs à l'emploi ou régime d'épargne des employés. Toutefois, les employés de TransAlta qui fournissent des services d'exploitation à la société participent à certains régimes de retraite capitalisés dont les prestations sont fondées sur le salaire de fin de carrière et qui sont offerts par TransAlta. TransAlta offre également des régimes d'assurance-maladie et d'assurance dentaire à ses employés retraités. Il n'y a aucune entente contractuelle

ou politique officielle entre la société et TransAlta pour l'imputation des coûts nets des prestations définies. Les coûts nets des prestations de la période associés aux employés qui sont bénéficiaires des régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi sont compris dans le remboursement à TransAlta des charges opérationnelles et des frais d'entretien en vertu de la convention de services de gestion et d'exploitation. Ces coûts sont inclus dans les charges opérationnelles et les frais d'entretien et d'administration dans les comptes de résultat résumés consolidés.

Toutes les obligations en vertu de ces régimes sont des obligations de TransAlta et, par conséquent, ne sont pas incluses dans les états de la situation financière consolidés résumés de la société. La société mère cotise à ces régimes. Les montants versés dans ces régimes par la société mère au nom de la société ne peuvent être établis.

I. Instruments financiers et instruments dérivés

Les instruments financiers et instruments dérivés découlant des activités de la société sont conclus au nom de la société par une autre entité de TransAlta.

23. RELATIONS AVEC LA SOCIÉTÉ MÈRE AVANT L'ACQUISITION

Les actifs acquis étaient auparavant gérés et exploités dans le cours normal des affaires par TransAlta, ainsi que d'autres entreprises et sociétés affiliées de TransAlta. Les états financiers n'ont pas été préparés par le passé par TransAlta pour les actifs acquis, puisqu'ils n'exerçaient pas leurs activités comme une entité distincte. Certains coûts partagés ont été attribués aux actifs acquis et présentés comme des charges dans les états financiers de la période antérieure à l'acquisition. La direction de TransAlta et la société considèrent que les méthodes de répartition utilisées sont raisonnables et reflètent de façon appropriée les charges connexes attribuables aux actifs acquis; toutefois, les charges présentées dans les états financiers de la période antérieure à l'acquisition ne sont pas nécessairement représentatives des charges réelles qui auraient été engagées au cours des périodes présentées si la société avait exercé ses activités comme une entité distincte. De plus, les charges présentées dans les états financiers de la période antérieure à l'acquisition ne sont pas nécessairement représentatives des charges qui seront engagées dans l'avenir par la société. Les transactions entre TransAlta et les actifs acquis antérieures à l'acquisition ont été identifiées comme des transactions entre parties liées dans les états financiers de la période antérieure à l'acquisition. Il est possible que les modalités des transactions entre TransAlta et ses sociétés affiliées ne soient pas identiques à celles qui résulteraient de transactions entre parties non liées. De l'avis de la direction de TransAlta, tous les ajustements nécessaires pour assurer une présentation fidèle des états financiers de la période antérieure à l'acquisition ont été effectués. Les informations additionnelles liées à la préparation des états financiers de la période antérieure à l'acquisition se présentent comme suit :

A. Participation nette de la société mère

La participation nette de TransAlta dans les actifs acquis est présentée à titre de «participation nette de la société mère» plutôt que de capitaux propres dans les états financiers de la période antérieure à l'acquisition, puisque TransAlta ne détenait aucune action dans les actifs acquis (les actifs acquis n'étant pas une entité juridique distincte). L'évolution de la participation nette de la société mère inclut les transferts de fonds nets et les autres transferts à la société mère et aux actifs acquis et en provenance de celle-ci et de ceux-ci.

B. Gestion de la trésorerie

Les actifs acquis participaient par le passé aux programmes centralisés de gestion de la trésorerie de TransAlta. Pour certains des actifs acquis, les entrées de trésorerie étaient reçues par la société mère et les débours étaient effectués par celle-ci, et tout excédent de trésorerie était conservé par TransAlta. Les variations de la trésorerie nette conservée par la société mère au titre de ces facilités sont, aux fins des états financiers de la période antérieure à l'acquisition, présentées dans les transferts nets de la société mère aux états des variations des capitaux propres consolidés résumés. En ce qui a trait aux autres facilités d'exploitation, les entrées de trésorerie et les débours étaient gérés directement par la société qui détenait la facilité, et les fonds qui n'étaient pas nécessaires à court terme étaient transférés dans un compte bancaire centralisé détenu par TransAlta. En outre, les transferts à la société mère et en provenance de celle-ci étaient comptabilisés dans le prêt de premier rang qui est examiné à la rubrique des prêts avec des parties liées présentée ci-après. La trésorerie conservée par TransAlta au nom des actifs acquis n'était pas conservée dans des comptes distincts, mais plutôt regroupée avec la trésorerie d'autres entités de TransAlta.

Depuis l'acquisition, la trésorerie de TransAlta Renewables est conservée dans des comptes distincts qu'elle détient et n'est pas regroupée avec la trésorerie d'autres entités de TransAlta. TransAlta offre du soutien au crédit à TransAlta Renewables au moyen de la facilité liée au fonds de roulement.

C. Répartition des coûts du siège social

Les coûts répartis incluent, entre autres, les charges de TransAlta : le siège social, les ressources humaines, les affaires gouvernementales, les technologies de l'information, les charges immobilières partagées, la trésorerie, les prestations de retraite et les avantages postérieurs à l'emploi, et les honoraires juridiques. Ces coûts figurent dans les charges opérationnelles et les frais d'entretien et d'administration. Les charges sont attribuées aux actifs acquis d'après les gigawattheures de production. Veuillez noter que ces charges auraient pu être différentes si les actifs acquis avaient été une entité distincte au cours des périodes présentées. Pour les périodes de trois mois et neuf mois closes le 30 septembre 2013, ces coûts avant impôts et taxes étaient de respectivement 0,2 million de dollars et 3,5 millions de dollars. Pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2012, ces coûts avant impôts et taxes étaient de respectivement 1,3 million de dollars et 6,0 millions de dollars.

Depuis l'acquisition, ces coûts sont compris dans les honoraires de remboursement des services administratifs généraux.

D. Impôts sur le résultat

Les états financiers consolidés historiques de TransAlta incluaient les activités des actifs acquis. Aux fins des états financiers de la période antérieure à l'acquisition, les impôts sur le résultat exigibles et différés pour certains actifs acquis qui n'étaient pas détenus dans des entités juridiques distinctes étaient calculés et présentés comme s'ils se rapportaient à une entité juridique. Les impôts sur le résultat figurant dans les présentes représentent une attribution des impôts sur le résultat exigibles et différés de TransAlta aux actifs acquis d'une manière qui est systématique, rationnelle et conforme à la méthode axée sur le bilan prescrite par les IFRS. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour tenir compte des incidences fiscales attribuables aux écarts entre la valeur comptable des actifs et des passifs existants dans les états financiers et leur valeur fiscale respective et aux reports en avant de pertes opérationnelles. Par conséquent, la somme des montants attribués aux provisions pour impôts des actifs acquis peut ne pas être égale à la provision consolidée historique. Les impôts sur le résultat exigibles et différés pour ces actifs acquis qui étaient détenus dans des entités juridiques distinctes représentent les impôts sur le résultat liés à cette entité juridique, y compris les actifs d'impôt différé comptabilisés pour tenir compte de l'économie prévue au titre des pertes disponibles aux fins d'un report en avant, dans la mesure où il est probable que les pertes pourraient être appliquées à un résultat imposable futur.

Depuis l'acquisition, les impôts sur le résultat exigibles et différés sont calculés et présentés en fonction des entités juridiques constituant le groupe consolidé.

E. Régimes de retraite et régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

La société n'offre aucun régime de retraite, régime d'avantages postérieurs à l'emploi ou régime d'épargne des employés. Toutefois, les employés de TransAlta fournissant des services d'exploitation aux actifs acquis participaient à certains régimes de retraite capitalisés dont les prestations sont fondées sur le salaire de fin de carrière et qui sont offerts par TransAlta. TransAlta offre également des régimes d'assurance-maladie et d'assurance dentaire à ses employés retraités. Il n'y a aucune entente contractuelle ou politique officielle entre les actifs acquis et TransAlta pour l'imputation des coûts nets des prestations définies (il est à noter que les actifs acquis sont constitués de parties de plusieurs entités juridiques).

Toutes les obligations en vertu de ces régimes sont des obligations de TransAlta et, par conséquent, ne sont pas incluses dans les états financiers de la période antérieure à l'acquisition. TransAlta attribue aux actifs acquis les coûts nets des prestations de la période associées aux employés qui sont bénéficiaires des régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi. Ces coûts figurent dans les charges opérationnelles et les frais d'entretien et d'administration dans les états financiers de la période antérieure à l'acquisition.

Depuis la date d'acquisition, ces coûts sont compris dans le remboursement des charges opérationnelles et des frais d'entretien accordé à TransAlta en vertu de la convention de services de gestion et d'exploitation.

F. Instruments financiers et instruments dérivés

Les instruments financiers et instruments dérivés découlant des activités des actifs acquis sont conclus au nom des actifs acquis par une autre entité de TransAlta.

G. Prêts avec des parties liées

Avant l'acquisition, des conventions d'emprunt existaient entre la filiale CHD de la société et TransAlta ou certaines filiales de TransAlta. Tous les prêts ne portaient pas intérêt et sont remboursables à vue. Les montants à recevoir (à payer) sont présentés ci-dessous :

Aux	30 sept. 2013	31 déc. 2012
Prêt de premier rang avec TransAlta ¹	-	14 254
Prêt avec une filiale de TransAlta ²	-	117 811
Prêt avec une filiale de TransAlta ³	-	(894)

1) Montant maximum de 300 millions de dollars.

2) Montant maximum de 150 millions de dollars.

3) Montant maximum de 20 millions de dollars.

Dans le cadre de l'acquisition, ces prêts ont été reclassés dans la participation nette de la société mère ou payés en espèces.

24. ÉVÉNEMENTS ULTÉRIEURS

Le 21 octobre 2013, TransAlta Renewables a annoncé l'acquisition, par le biais de TransAlta, d'une participation financière dans un parc éolien de 144 mégawatts dans le Wyoming, auprès de NextEra Energy Resources, LLC, une société affiliée financière. Le parc éolien est entièrement opérationnel et est visé par un CAÉ à long terme jusqu'en 2028 avec une contrepartie dotée d'une note de qualité supérieure. TransAlta Renewables financera l'acquisition au moyen d'un prêt de 102 millions de dollars américains de TransAlta. L'acquisition est assujettie aux approbations réglementaires et devrait être conclue d'ici la fin de décembre 2013.

GLOSSAIRE DE TERMES CLÉS

Accroissement de la capacité nominale – Accroissement de la capacité électrique établie d'une centrale ou d'une unité de production.

CAÉ de TransAlta – CAÉ devant intervenir au plus tard à la clôture entre TransAlta et une filiale marchande à l'égard des centrales marchandes appartenant à cette filiale marchande.

Capacité – Capacité de charge continue nominale du matériel de production, exprimée en mégawatts.

Capacité maximale nette – Capacité maximale ou service nominal effectif, modifié pour tenir compte des limitations ambiantes qu'une unité de production ou une centrale peut soutenir pendant une durée déterminée, moins la capacité utilisée pour répondre à la demande de service des centrales et aux besoins auxiliaires.

Contrat d'achat d'électricité (CAÉ) – Arrangement à long terme établi par règlement pour la vente d'énergie électrique provenant d'unités de production auparavant réglementées à des acheteurs aux termes des CAÉ.

Disponibilité – Mesure du temps, exprimée en pourcentage des activités continues 24 heures sur 24, 365 jours par année, pendant lequel une unité peut produire de l'électricité, peu importe si elle le fait réellement ou non.

Énergie renouvelable – Énergie produite à l'aide de mécanismes terrestres renouvelables comme le vent, l'énergie géothermique et l'énergie solaire, qui peuvent se régénérer.

Gaz à effet de serre (GES) – Gaz ayant le potentiel de retenir la chaleur dans l'atmosphère, y compris la vapeur d'eau, le dioxyde de carbone, le méthane, l'oxyde d'azote et les hydrofluorocarbones et les perfluorocarbones.

Gigawatt – Unité de puissance électrique équivalant à 1 000 mégawatts.

Gigawattheure (GWh) – Mesure de la consommation d'électricité égale à l'utilisation de 1 000 mégawatts en une heure.

Interruption non planifiée – Arrêt d'une unité de production en raison d'une panne imprévue.

Mégawatt (MW) – Unité de puissance électrique équivalant à 1 000 000 de watts.

Mégawattheure (MWh) – Mesure de la consommation d'électricité équivalant à l'utilisation de 1 000 000 de watts en une heure.

Prêt à terme amortissable – Prêt à terme amortissable de 200 millions de dollars de TransAlta, non garanti.

Révision générale – Arrêt planifié périodique d'une unité de production aux fins de travaux d'entretien importants et de réparations. Il dure normalement des semaines. Le temps écoulé est évalué à partir de l'interruption de l'unité jusqu'à sa remise en service.

TransAlta renewables^{inc.}

TransAlta Renewables Inc.

110 - 12th Avenue S.W.

Box 1900, Station "M"

Calgary, Alberta Canada T2P 2M1

Téléphone

403.267.7110

Site Web

www.transaltarenewables.com

CIBC Mellon Trust Company

P.O. Box 7010 Adelaide Street Station

Toronto, Ontario Canada M5C 2W9

Téléphone

Sans frais en Amérique du Nord : 1.800.387.0825

Toronto ou en dehors de l'Amérique du Nord : 416.643.5500

Télécopieur

416.643.5501

Site Web

www.cibcmellon.com

POUR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS**Médias et investisseurs – Demandes de renseignements**

Relations avec les investisseurs

Téléphone

1.800.387.3598 au Canada et aux États-Unis

ou 403.267.2520

Télécopieur

403.267.2590

Courriel

investor_relations@transalta.com